DÉLIBÉRATION
du conseil d'administration de l'INSA Rennes

Séance du 11 décembre 2025

Délibération n° 2025.12.11-07 portant approbation du budget initial 2026

Vu les articles R. 719-51 et suivants du code de l'éducation, notamment l'article R. 719-66,
Vu l'article 175 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,
Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 relatif aux tableaux budgétaires applicables aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) et aux établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) dans le cadre de l'élaboration, de la présentation et de l'exécution de leur budget,
Vu le décret n° 2024-1108 du 2 décembre 2024 relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel
Vu les statuts de l'INSA Rennes,
Vu le règlement intérieur de l'INSA Rennes,

ARTICLE 1

Le conseil d'administration, réuni en sa séance du 11 décembre 2025, vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 477.9 ETPT, dont 368 ETPT sous plafond d'emplois législatif et 109.9 ETPT hors plafond d'emplois législatif
- 53 182 306 € d'autorisations d'engagement dont :
  - 38 880 777 € personnel
  - 9 022 410 € fonctionnement
  - 5 279 119 € investissement

- 51 604 979 € de crédits de paiement dont :
  - 38 880 777 € personnel
  - 8 860 373 € fonctionnement
  - 3 863 829 € investissement

- 47 570 520 € de prévisions de recettes
- - 4 034 459 € de solde budgétaire

INSA RENNES
Institut National des Sciences Appliquées de Rennes
20, avenue des Buttes de Coësmes - CS 70839 - 35708 Rennes Cedex 7 - France
Tél.+ 33 (0)2 23 23 82 00 - Fax + 33 (0)2 23 23 83 96
www.insa-rennes.fr

ARTICLE 2
Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- - 1 147 731 € de variation de trésorerie
- - 2 221 913 € de résultat patrimonial
- - 631 913 € d'insuffisance d'autofinancement
- - 2 147 731 € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

ARTICLE 3
Le directeur, la directrice générale des services et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Effectif statutaire : 27
Membres en exercice : 27
Quorum :14
Membres présents :18
Membres représentés :7

Décompte des votes
Abstention(s) : 2
Pour : 23
Contre : 0

La présidente du conseil d'administration

Catherine FAILLIET

La présente délibération est approuvée.

Document en annexe au présent extrait : - Note ordonnateur : budget initial 2026 - GBCP_Maquette budget BI 2026
Extrait transmis à la Rectrice Chancelier des Universités le: 18 décembre 2025

INSA INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUÉES RENNES

NOTE DE PRÉSENTATION BUDGET RECTIFICATIF ANNÉE 2025 ET BUDGET INITIAL ANNEE 2026

CONSEIL D'ADMINISTRATION du 11/12/2025

SOMMAIRE

I. Préambule 3
Prérequis 3
Eléments de contexte 4
II. Comptabilités budgétaire et générale - Estimations au titre du Budget rectificatif 2025 et du Budget initial 2026 9
1. Synthèse du budget rectificatif 2025 et du budget initial 2026 9
2. Dépenses de fonctionnement 11
Effectifs 11
Masse salariale 14
Fonctionnement 16
3. Investissements du budget rectificatif 2025 et du budget initial 2026 20
4. Les recettes 23
Dotation ministérielle 25
Fiscalité affectée 27
Autres financements publics 27
Les recettes propres 28
III. Solde budgétaire, résultat patrimonial et indicateurs 29
1. Le solde budgétaire 29
2. Le résultat patrimonial 30
3. Les ratios patrimoniaux / comptables 31
La capacité d'autofinancement et l'évolution du fonds de roulement 31
Le FDR, le BFR et la Trésorerie 32
Les indicateurs du décret financier 32
IV. Conclusion au titre des objectifs du DOB 33

I.Préambule

Prérequis

Le budget est l'acte qui présente la prévision des recettes et des dépenses, ainsi que les grands équilibres financiers.

Ce document a pour objectif de retranscrire le budget rectificatif 2025 et le budget initial 2026.

Ils ont été construits dans le dialogue avec le souci de sincérité, de transparence et de soutenabilité, au regard des contraintes financières actuelles.

Ce document intègre deux notions financières distinctes :

- **La notion de comptabilité budgétaire**

    - Au sein de la comptabilité budgétaire, imposable à l'établissement, il est demandé de procéder à l'estimation des
        - AE : Autorisations d'engagement soit l'équivalent d'un devis signé qui engage l'établissement sur une durée plus ou moins longue
        - CP : Crédits de paiement, soit l'équivalent de la facture ayant entrainé un paiement (soit une sortie de trésorerie)
        - RE : Les recettes encaissées, donc payées par le client ou l'organisme public (soit une entrée de trésorerie)

    - La comptabilité budgétaire a pour objectif de fournir des informations sur les flux d'encaissements et de décaissements. Il s'agit d'une comptabilité de trésorerie ou de caisse.

- **La notion de comptabilité générale**

    - Au sein de la comptabilité générale, imposable également à l'établissement, il est demandé de procéder à l'estimation des :

        - Charges : il s'agit des engagements **pris** par l'établissement au titre de l'exercice civil en cours et qui ont été réalisés sur cette même période par les tiers, qu'ils aient été payés ou non. Il s'agit de la dépense exigible de part du fournisseur ou du salarié par exemple, ou de l'obligation née au cours de l'exercice en question.

          Exemple d'un salarié qui a acquis 10 jours de CP au 31.12.2025 ; L'établissement ne lui paie pas ses CP, mais enregistre une charge à hauteur de 10 jours de salaire car il s'agit de la dette de l'établissement à l'égard de ce salarié.

- Produits : il s'agit des engagements **reçus** au titre de l'exercice civil en cours qui ont été réalisés par l'établissement, qu'ils aient été payés ou non par le client. Il s'agit de la recette exigible vis-à-vis du client ou de l'organisme financeur au titre de l'exercice.

- La comptabilité générale a pour objectif de fournir des informations sur la situation financière de l'établissement ou situation patrimoniale. Elle fournit des informations précieuses en matière d'indicateurs de pilotage financier (Fonds de roulement, CAF, BFR, Résultat… etc.)

Le budget rectificatif 2025 et le budget initial 2026, seront présentés selon ces deux notions, qui bien qu'éloignées, sont complémentaires, car elles apportent toutes deux des éclairages différents sur la situation financière de l'établissement.

Eléments de contexte

Rappels du débat d'orientation budgétaire

Les exercices budgétaires 2025 et 2026 s'inscrivent dans un contexte financier particulier, notamment au regard du compte financier 2024 et du budget initial 2025.

En outre, l'évolution réglementaire du décret n°2024-1108 du 2 décembre 2024 concernant le renforcement du pilotage budgétaire apporte plusieurs nouveautés importantes concernant le budget et le régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) dont nous faisons partie.

La soutenabilité budgétaire est désormais évaluée selon trois critères principaux :

- La trésorerie, avec un nombre de jours plancher de fonctionnement (30 jours) ;
- Le fonds de roulement, également avec un nombre de jours plancher de fonctionnement (15 jours)
- Les charges de personnel, avec un pourcentage plafond des produits encaissables (83%).

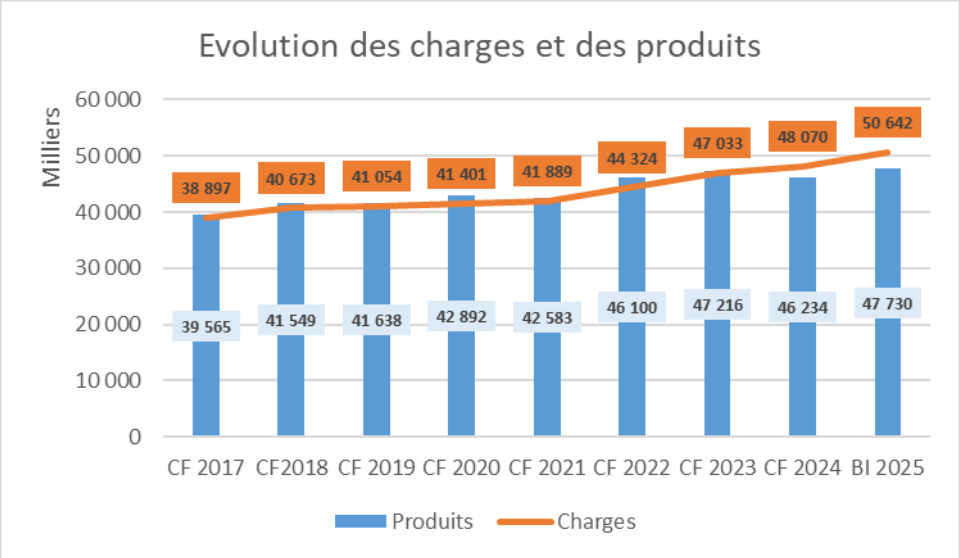
A noter que ces nouveaux critères font également évoluer les conditions de déclenchement par nos tutelles d'un Plan de Retour à l'Equilibre Financier (PREF) : si l'un des trois critères de soutenabilité n'est pas respecté pendant deux situations consécutives (par ex : un compte financier et un budget).

L'état des lieux sur notre situation financière réalisé à l'occasion du débat d'orientation budgétaire 2025 confirme une dégradation majeure de la situation financière de l'INSA observée sur la période de 2017 à 2024 (cf.-rapport d'orientation budgétaire - ROB 2025 présenté au CA du 15.05.)

Synthèse d'une sélection d'indicateurs financiers

Indicateur	Conclusion	Risque au 31.12.24	Evolutions
Résultat	Dégradé		
CAF	Dégradée		
Marge brute	Dégradée		
Trésorerie	Satisfaisante		
BFR	Satisfaisant		
Fond de roulement	Risque fort de dégradation		
Dettes financières	Autonomie		
Taux de renouvellement des constructions	Insuffisante		
Taux de renouvellement des équipements	Satisfaisante		

Cette situation résulte d'une élévation progressive des charges de fonctionnement depuis plusieurs années, insuffisamment couvertes par l'évolution des produits de fonctionnement.



A ce contexte interne fragile, s'ajoutent de nombreuses incertitudes quant au financement des opérateurs de l'État.

En conclusion, l'établissement est confronté à un déficit structurel c'est-à-dire, à une incapacité de venir couvrir l'évolution de ses charges de fonctionnement et de personnels.

Ce constat a conduit le conseil d'administration du 15.05.2025 à adopter à l'unanimité des orientations budgétaires générales visant à restaurer un équilibre budgétaire durable en engageant une démarche structurée dès 2026 afin de préserver à la fois notre capacité d'action et notre autonomie de gestion.

Orientations approuvées lors du débat d'orientation budgétaire

Au regard de ces éléments, le conseil d'administration du 15.05.2025 a approuvé à l'unanimité le scénario financier suivant :

1. La limitation du budget d'investissements à 800 K€ pour l'année 2026 (hors investissements subventionnés) ;
2. La mise en œuvre d'actions de réduction du déficit comprise entre 850 K€ et 1250 K€ au budget 2026.

Mise en œuvre au sein de l'établissement

L'élaboration budgétaire 2025 a été construite au travers des dialogues de gestion qui se sont établis entre juillet et septembre 2025. 24 rencontres se sont tenues sur cette période, rencontres marquées par un contexte de contraintes budgétaires fortes et dans une logique de responsabilité et de sobriété budgétaire collective.

A partir de ces rendez-vous, l'établissement a particulièrement travaillé l'élaboration budgétaire 2025 et 2026 en intégrant les objectifs du débat d'orientation budgétaire tels qu'établis par le conseil d'administration, et en tenant compte également les évolutions réglementaires concernant la masse salariale.

Dans un contexte budgétaire marqué par une évolution significative des charges de personnel, la maîtrise et le soutien de la masse salariale constituent aujourd'hui un enjeu majeur pour l'établissement. Les obligations réglementaires en matière de gestion des ressources humaines et les incertitudes quant à la compensation des mesures actuelles ou à venir imposent un renforcement du contrôle et une stabilisation des dépenses de personnels permettant de garantir la soutenabilité financière tout en préservant la qualité des missions d'enseignement, et de recherche.

L'établissement a ainsi préparé au travers d'un BR 2025, le potentiel atterrissage de l'exercice 2025 ainsi qu'un budget initial 2026.

NB : Les éléments de la trajectoire financière associée au DOB sont identifiés par **un cercle vert** au sein du rapport. Ils font par ailleurs l'objet d'un bilan d'accomplissement en conclusion du document.

Eléments marquants du budget rectificatif 2025 et du budget initial 2026

Le budget initial 2025 prévoyait un résultat déficitaire de l'ordre de –2.9 M€. **Le budget rectificatif 2025 s'établit à -1,6M€** soit une situation plus favorable à hauteur de 1,3 M€ résultant de :

- *Une hausse des produits à concurrence de +734 K€* par rapport au BI 2025 dont 484 K€ issue de l'évolution de la subvention ministérielle, notamment au titre du financement de l'évolution des charges patronales (CAS pensions) représentant 499K€ de charges supplémentaires en 2025, financées à 100 %.
  Ces financements n'avaient pas été intégrés au BI 2025 sur consignes des tutelles au regard de l'incertitude associée à l'obtention de ces crédits.

- *Une baisse de charges de l'ordre de 591 K€ par rapport au BI 2025*, résultant principalement de décalages temporels dans les recrutements prévus au budget en année pleine, mais également de charges de fonctionnement moindres.

Le budget initial 2026 malgré des efforts substantiels décrits ci- après, s'établit à - 2.2 M€ de déficit.

La construction du BI 2026 s'inscrit donc dans un contexte contraint qui doit conduire l'établissement à la plus grande prudence dans la gestion de la masse salariale qui représente 81,29 % des dépenses du compte financier 2024. Le ratio des dépenses de personnel sur les recettes encaissables tend à se rapprocher du seuil critique de 83 %. Au regard du débat d'orientation budgétaire préparatoire à l'élaboration budgétaire 2026, l'objectif est de réaliser des efforts d'économie sur la masse salariale, ces économies devant se pérenniser sur les exercices budgétaires suivants.

Cet exercice d'équilibre se fait à deux niveaux. Tout d'abord, le BI 2026 est marqué par des mesures gouvernementales sur la masse salariale et leurs financements. *Soit un impact sur la masse salariale de l'établissement de+1 369 K€ et une insuffisance de financement de l'ordre de 768 K€ hors GVT, tenant compte de :*

- La prévision d'évolution du taux de charges patronales au titre du CAS Pension (Pension des fonctionnaires) comme en 2025 à hauteur de + 4%, pour + 490 K€ en 2026, a priori compensée à hauteur de 40 % des surcoûts par des financements publics
- L'atteinte des cibles indemnitaires pour 2027 de revalorisation inscrite dans la Loi n°2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche (LPR) pour un montant prévisionnel de + 295 K€, a priori compensés à hauteur de 53 K€ (mesures de revalorisation des doctorants
- La mise en œuvre de la protection sociale complémentaire (PSC) au 1/05/2026 avec un contrat santé à adhésion obligatoire et une prise en charge employeur à hauteur d'un socle commun de prestations dont le montant se situerait aux alentours de 39 € par personne
- La continuité de la non-compensation du GVT de l'exercice 2026 estimé à + 584 K€

Par ailleurs, l'établissement a fait le choix des mesures suivantes sur la masse salariale pour un impact de - 450 K€ sur la masse salariale de l'établissement :

- Respect des consignes du débat d'orientation budgétaire : la campagne d'emploi 2026 a été élaborée de façon prudente. En effet, toutes les demandes de création de poste (hors redéploiement de poste vacant) qui génèreraient une augmentation de notre consommation actuelle du plafond d'emplois Etat n'ont pas été autorisées. Les propositions de création de postes ont été faites par redéploiement interne de postes actuellement non occupés ou qui devraient se libérer. Les recrutement 2026 s'appuie sur la continuité des activités de formation et de recherche. L'impact financier de la campagne d'emploi 2026 est estimé à – 511 K€ sur l'exercice de référence.
- Maintien de la mise en œuvre de la charte des personnels contractuels de 2023 proposant une évolution de carrière proche de celle des personnels titulaires +76 K€
- L'impact de la campagne d'emploi 2025 en année pleine a également une incidence sur le montant de la masse salariale + 329 K€.

- Le choix a également été fait d'introduire 1 % d'aléa de gestion qui englobe les éventuels décalages d'une prise de poste, la **baisse** de la **rémunération** du congé de maladie ordinaire rémunéré depuis le 1er mars 2025 à 90% (au lieu de 100 %) et les écarts salariaux possibles lors des recrutements - 344 K€

Des charges de fonctionnement globalement inférieures et une baisse au BR 25 capitalisée en 2026 :

- Le budget intègre au bénéfice de nos activités cœur de métier, formation et recherche, un maintien des budgets des départements et composantes recherche, qui avaient fait l'objet de baisses en 2024 ainsi qu'au cours des années précédentes
- A contrario, l'établissement a fait le choix de maintenir la baisse de charges de fonctionnement constatées au BR 2025, soit- 506K€ entre le BI25 et le BR25 hors projet et +82 K€ entre le BR 25 et le BI 26 hors projet, en faisant exception de dépenses couvertes par des ressources, neutres sur le résultat :
    - L'utilisation de la provision pour gros entretien au titre des résidences (310 K€)*
    - Le reversement de fonds issus du SAGI de l'INSA Lyon au GIP (329 K€)*
- Cette trajectoire de dépenses a pour objectif de maintenir le niveau de service offert par la recherche et la formation auprès de nos étudiants et de nos partenaires.

Une hausse des dotations à l'amortissement par rapport au BI 25 (+0.4M€)

- Les dotations à l'amortissement ont été retravaillées et conduisent à une estimation supérieure au BI 2025 (+0.4M€), mais dans la continuité de la dotation constatée au compte financier 2024 (+0.2 M€ par rapport au CF24). Elles n'induisent pas de dégradation financière car elles ne sont pas associées à une sortie de ressource.

Une hausse des produits de fonctionnement (+1.006 K€ dont 640 K€ exceptionnelles - cf. Charges de fonctionnement)*

- Une subvention pour charges de service public (SCSP) + 266 K€ dont le niveau reste très incertain et pour lequel nous avons appliqué les consignes transmises par les tutelles, soit une prise en compte très partielle des surcouts au titre des évolutions RH sur le personnel et n'intégrant pas non plus le financement du solde du COMP (768 K€ de financements manquants)
- Des recettes propres dont la hausse constatée en 2025 reste capitalisée (+358 K€ au BR25, soit + 373 K€ par rapport au BI 26) au titre notamment de l'apprentissage, de l'hébergement par exemple.

Enfin, d'un décalage temporel entre la notification ministérielle des financements du COMP et les charges conduisant à un impact sur le résultat 2026 de –630 K€ (Principaux versements en 2023 et 2024, pour des charges en 2025 et 2026)

Ces éléments aboutissent à un résultat prévisionnel 2026 déficitaire de -2.2 M€ qui serait de -1.456 M€ avec obtention du financement des surcouts de la masse salariale. Soit un atterrissage relativement proche des objectifs du DOB.

II. Comptabilités budgétaire et générale - Estimations au titre du Budget rectificatif 2025 et du Budget initial 2026

Comme mentionné dans la section Préalables du document, l'établissement est soumis à une double grille de lecture de ses comptes et budgets.

Les paragraphes ci- après sont donc établis selon cette double grille :

- En comptabilité générale (concernée par les orientation du débat d'orientation budgétaire)
- En comptabilité budgétaire (Encaissements – Décaissements, non concerné par les orientations du débat d'orientation budgétaire)

1. Synthèse du budget rectificatif 2025 et du budget initial 2026

En comptabilité budgétaire

	AE					CP				
	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026
Fonctionnement	8 283	7 832	8 702	8 256	9 022	8 020	8 045	9 007	8 586	8 860
Personnel	34 607	36 173	38 086	37 450	38 881	34 607	36 172	38 086	37 450	38 881
Total Fonctionnement	**42 890**	**44 005**	**46 788**	**45 707**	**47 903**	**42 627**	**44 217**	**47 093**	**46 036**	**47 741**

	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026
Recettes	46 484	46 396	46 465	46 151	46 046
Total Recettes	**46 484**	**46 396**	**46 465**	**46 151**	**46 046**

	AE					CP				
	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026
Investissements	4 789	2 871	6 943	3 210	5 279	3 850	4 218	4 771	3 171	3 864
Total Investissements	**4 789**	**2 871**	**6 943**	**3 210**	**5 279**	**3 850**	**4 218**	**4 771**	**3 171**	**3 864**

	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026
Subventions Investissements	897	1 515	1 880	1 435	1 525
Total Subv. Invest	**897**	**1 515**	**1 880**	**1 435**	**1 525**

	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026
Solde Bud. Fonctionnement	2 179	-627	115	-1 695
Solde Bud. Investissement	-2 703	-2 891	-1 736	-2 339
Solde Budg Total	-524	-3 518	-1 622	-4 034

Le solde budgétaire du BR 2025, s'établit à -1,6 M€ contre -3,5 M€ prévus au BI 2025, soit une amélioration de 1,9M€ résultant principalement de :

- - 1 M€ résultant des Crédits de paiement au titre du fonctionnement
- - 1 ,6M€ au titre des Crédits de paiement en investissement (notamment Cœur de Campus)
- - 0,8M€ au titre des Recettes encaissements en fonctionnement et en investissement ; Hypothèse de baisse des encaissements notamment au titre des projets de formation et recherche en raison d'un solde d'avances perçues élevées

Le solde budgétaire du BI 2026, s'abaisse à -4M€ en raison de :

- + 1.4 M€ au titre de la masse salariale
- + 0,7 M€ au titre des investissements (dont 800 K€ au titre des investissements autofinancés conformément au DOB)
- +0,3M€ au titre du fonctionnement (dont 639 K€ au titre de charges exceptionnelles entièrement compensées)

En comptabilité générale

	Situation patrimoniale				
	CF 2023	**CF 24**	**BI 2025**	**BR 2025**	**BI 2026**
Fonctionnement	12 784	12 181	13 036	13 081	13 292
Personnel	34 249	35 889	37 606	36 970	38 401
Total Charges	**47 033**	**48 070**	**50 642**	**50 051**	**51 692**

	CF 2023	**CF 24**	**BI 2025**	**BR 2025**	**BI 2026**
Produits	47 216	46 232	47 730	48 464	49 471
Total Produits	**47 216**	**46 232**	**47 730**	**48 464**	**49 471**

Résultat	**183**	**-1 839**	**-2 912**	**-1 587**	**-2 222**

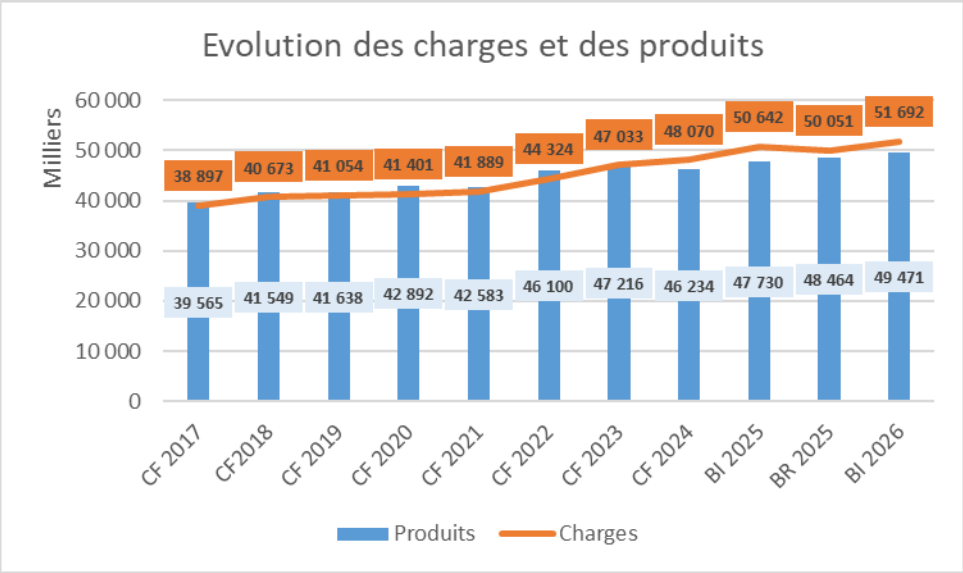
Trajectoire du DOB (Cf. Conclusion)

Le déficit prévisionnel 2025 s'établit à -1,6 M€ contre –2,9 M€ prévus au BI 2025, soit une amélioration de 1,3M€ résultant principalement de :

- L'amélioration prévisionnelle des produits à hauteur de +0.7 M€ (dont une évolution de la Subvention ministérielle de 0.4 M€)
- Un niveau de charge inférieur au BI 2025 à hauteur de -0,6 M€ dont :
  - -527 K€ de masse salariale au titre des projets et -107 K€ au titre des projets
  - -365 K€ de charges de fonctionnement dont – 506 K€ hors projet

Le déficit prévisionnel 2026 s'établit à -2.2 M€ soit une détérioration d'env. 0.7 M€ dont :

- +1.4 M€ de masse salariale (dont 0.9 M€ hors projet)
- +0.3 M€ de charges de fonctionnement (dont +82 K€ de charges de fonctionnement après retraitement des charges exceptionnelles compensées)
- +1 M€ de produits dont 0.7M€ de produits exceptionnels



Le déficit prévisionnel 2026 s'élève à -2.2 M€ en raison principalement de l'insuffisance de financement au titre des évolutions réglementaires de la masse salariale (0,7M€)

2. Dépenses de fonctionnement

Effectifs

L'établissement a élaboré sa campagne d'emploi 2026 avec pour lignes directrices :

- Le contrôle et la stabilisation des dépenses de personnel sur le plafond Etat ;
- La pérennisation des axes stratégiques de la feuille de route ;
- Le maintien de l'activité dans un contexte budgétaire contraint ;
- Et le choix de ne pas laisser les incertitudes de non-compensation des mesures gouvernementales affecter le maintien des activités et la qualité de vie et des conditions de travail des personnels.

Comme l'exercice 2025, aucune création nette de poste sur plafond Etat est proposée au schéma d'emploi 2026. Toutes les propositions de créations sont issues de transformations de postes vacants ou susceptibles de l'être. Une réflexion intégrant les départs en retraite pressentis en 2026 a été conduite ainsi que l'impact en année pleine des choix qui seront actés sur les exercices 2026, et les années 2027 et suivantes.

Campagne d'emploi 2026 – par rapport au BR 2025	2026	Impact sur les années 2027 et suivantes
	-511	-277

Trajectoire du DOB

Les postes d'enseignants-chercheurs vacants à la rentrée 2026-2027 seront pourvus par un ATER ou par un enseignant-chercheur recruté en CDD.

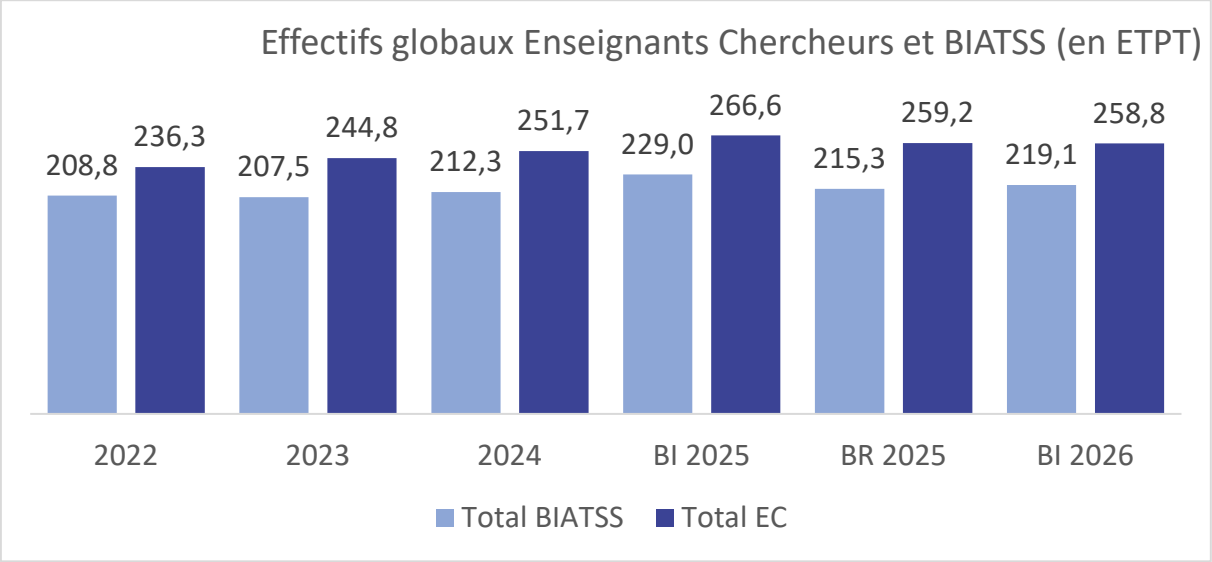
La structuration d'une démarche de gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences se poursuit avec une campagne d'emploi 2026 répondant au projet d'établissement et de ses orientations stratégiques, la prise en compte des mesures réglementaires RH, le suivi des effectifs et des mobilités internes et externes. Ce travail devra être approfondi et complété par l'analyse des besoins à moyen et long termes (évolutions pédagogiques, développement de nouvelles spécialités, …) et l'analyse de la charge de travail au niveau recherche, enseignement et fonctions supports. Ce travail devrait permettre d'identifier les recrutements prioritaires, de structurer le plan de formation et les montées en compétences, de communiquer sur l'attractivité de l'établissement en interne comme en externe et d'optimiser l'organisation du travail.

Evolution des effectifs

Tableau d'évolution des ETPT :

			2022	2023	2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026
		PLAFOND D'EMPLOIS	**475,0**	**500,0**	**500,0**	**526,3**	**511,5**	**511,9**
		Plafond Etat	**402,0**	**402,0**	**402,0**	**402,0**	**402,0**	**402,0**
		Plafond Etablissernent	**73,0**	**98,0**	**98,0**	**124,3**	**109,5**	**109,9**
BIATSS	Titulaires Biatss	Plafond Etat	165,2	157,3	153,4	154,4	149,4	144,5
	Non titulaires	Plafond Etat	32,3	38,2	40,9	45,3	44,1	50,6
	Non titulaires	Plafond Etablissement	11,3	12,1	18,0	29,3	21,9	23,9
Total BIATSS			**208,8**	**207,5**	**212,3**	**229,0**	**215,3**	**219,1**
ENSEGNANTS ET CHERCHEURS	Titulaires EC	Plafond Etat	148,5	145,9	147,3	145,3	144,5	141,2
	Non titulaires	Plafond Etat	22,3	23,8	24,4	26,3	27,1	31,6
		Plafond Etablissement	65,5	75,2	80,1	95,0	87,6	85,9
Total EC			**236,3**	**244,8**	**251,7**	**266,6**	**259,2**	**258,8**
TOTAL ETPT			**445,1**	**452,4**	**463,9**	**495,6**	**474,5**	**477,9**

Entre le réalisé 2022 et le BI 2026, on constate une hausse du plafond d'emplois de +32,8 ETPT (soit +7,3 %), avec une augmentation majeure entre 2022 et 2024 : +18,8 ETPT. Le plafond Etat restant stable, la hausse provient principalement de l'augmentation des contrats sur conventions qui passent de 65,5 ETPT à 87,8 ETPT. Les recrutements liés au développement des filières apprentissage ont eu également un effet sur la hausse des ETPT du plafond établissement à partir de 2023.



Analyse des effectifs BI 25 / BR 25 – *21,1 ETPT*

La comparaison entre le BI 2025 (Budget Initial) et le BR 2025 amène les observations suivantes :

- Un recul des titulaires BIATSS (-5 ETPT) et EC (-0,8 EPTP) sur le plafond Etat ;
- Des ETPT non titulaires relativement stables sur plafond Etat ;
- Et une prévision d'ETPT sur plafond établissement surestimée principalement au niveau des contrats sur projets.

Analyse des effectifs BR 25 / BI 26 + *3,4 ETPT*

On constate une légère augmentation des ETPT, passant de 474,49 en BR 2025 à 477,89 en BI 2026, soit +3,40 ETPT.

Les effectifs titulaires sur plafond Etat enregistrent une baisse générale de – 8,07 ETPT, -4,83 ETPT pour les titulaires BIATSS et – 3,25 ETPT pour les titulaires enseignants chercheurs. Ce recul s'explique notamment par des départs en retraite ou en mobilité remplacés par des personnels contractuels ainsi que le développement des contrats financés sur fonds de la recherche.

Sur le plafond établissement, on note une légère augmentation des ETPT BIATSS (+2) et un léger recul des ETPT EC (-1,7).

Masse salariale

En comptabilité budgétaire

	BI 2025	BR 2025	BI 2026	Varation BR25/BI26
P1_POSTES ETAT	**30 427 326**	**30 197 069**	**31 404 256**	**1 207 187**
Enseignants / Enseignants chercheurs	17 973 672	18 212 161	18 630 666	418 505
BIATSS	12 453 654	11 984 908	12 773 590	788 682
P2_POSTES ETABLISSEMENT (Hors Contrats de recherche)	**1 584 076**	**1 505 712**	**1 531 690**	**25 978**
Enseignants / Enseignants chercheurs	870 551	864 776	900 953	36 177
BIATSS	713 525	640 936	630 737	- 10 199
HEURES COMPLEMENTAIRES	**600 000**	**704 563**	**600 000**	**- 104 563**
VACATIONS	**938 743**	**705 573**	**750 000**	**44 427**
RESERVE	**100 000**	**10 000**	**100 000**	**90 000**
Aléas 1%	-	-	**- 343 859**	**- 343 859**
TOTAL MS hors Convention	**33 650 145**	**33 122 917**	**34 042 087**	**919 170**
CONTRATS Recherche et Formation	**4 573 000**	**4 327 489**	**4 846 869**	**519 380**
TOTAL MS	**38 223 145**	**37 450 406**	**38 888 956**	**1 438 550**

Pour l'atterrissage budgétaire de 2025, le montant de la masse salariale hors conventions est de 33 123 K€, soit une économie de – 527 k€ (soit -1,5 %). Pour le BI 2026, le montant de la masse salariale est de 34 042 K€ hors convention avec une augmentation de + 2,7 %.

Concernant la masse salariale au titre des conventions, l'atterrissage 2025 est estimé à -246 K€. Une augmentation des dépenses sur contrat est prévue au budget 2026 pour 519 K€.

Hors conventions

Analyse de la variation hors conventions BI25 > BR25 –1,5 %

Les éléments significatifs expliquant les variations de MS entre le BI et le BR sur postes état sont les suivants :

- *Pour les E & EC + 1,3 % (+ 238 K€) :*
- Des régularisations de paie non prévues (+ 70 k€)
- Une estimation des primes C2 et C3 sous-évaluée (+ 40 k€)
- Et une estimation insuffisante du GVT (+ 128 K€)
- *Pour les BIATSS - 3,7 % (- 469 K€) :*

L'économie est essentiellement due aux retards de recrutements de la campagne d'emploi 2025 et des départs en mobilité, et de la nouvelle réglementation sur le congé de maladie ordinaire aujourd'hui rémunéré à 90 % (au lien de 100 %) sur les trois premiers mois.
Sur le plafond Etablissement, on enregistre un recul de – 78 K€ (soit – 4,9 %). On note une stabilité des enseignants chercheurs et un recul côté BIATSS qui s'explique notamment par des fins de contrats avant le terme de l'année budgétaire et le transfert de deux CDI inscrits dans la campagne 2025 et remontés en plafond 1.

Analyse de la variation hors conventions BR25>BI26 - + 2,7 %

Entre le BR 25 et le BI 26, une hausse de la masse salariale de + 919 K€ est constatée. Comme évoqué dans les éléments de contexte, les dépenses sur plafond Etat pour tous les statuts, enseignants chercheurs et BIATSS, titulaires et contractuels (mise en œuvre de la charte des contractuels), sont impactées par les dépassements suivants pour répondre aux mesures RH réglementaires :

- Une nouvelle hausse de + 4 points du CAS Pension : + 490 K€
- L'atteinte des cibles indemnitaires 2027 de la LPR 2020 et la revalorisation de la rémunération de base des contrats doctorants : + 295 K€
- Le GVT : + 584 k€.

Les mesures retenues par l'établissement au titre de l'exercice budgétaire 2026 induisent le montant de la masse salariale comme suit :

- Les rémunérations et compléments indemnitaires : + 76 k€
- La Campagne d'emploi 2026 qui prend en compte les départs connus à ce jour et les modalités de remplacement : - 511 k€
- L'ajustement en année pleine de la campagne d'emploi 2025 : + 329 k€
- L'introduction d'un aléa de gestion de -1% pour tenir compte du décalage d'exécution : - 344 k€

Pour le budget 2026, les heures complémentaires sont maintenues au niveau du budget 2025, (soit 600 K€) et les vacations ont été ajustées au regard du prévisionnel 2025 (soit 750 K€).

Conventions

MS sur conventions (en k€)	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026	Ecart BR25/BI26
COMP	-	182	150	445	296
FOTON	353	388	380	349	- 31
IETR	892	986	994	1 115	121
IRISA	793	806	724	690	- 33
IRMAR	-	-	9	31	22
ISCR CM	51	105	106	81	- 25
ISCR CSM	139	133	89	167	78
LGCGM	525	545	591	546	- 45
LS2N	53	-	8	9	1
PFT	89	19	136	75	- 60
PROFOR - projets formation	690	1204	969	1 232	262
PROREV - Projets multi labo	20	105	173	106	- 67
Réserve	-	100			-
Total	3 605	4 573	4 327	4 847	519

Variation BI 2025/BR 2025 :

L'écart d'estimation de la masse salariale sur conventions (- 246 k€) correspond à un décalage dans les recrutements, notamment :

- - 32 k€ sur les chaires COMP (impact année pleine en 2026)
- - 233 k€ sur les projets formation
- + 117 k€ : PFT : notamment financement d'un ingénieur plateforme sur l'AAP PUI Campus Innovation, et d'un ingénieur sur le projet ACTE.BZH
- - 100 k€ de réserve

Entre le BR 2025 et le BI 2026, la masse salariale sur conventions augmente de 519 k€. Cette évolution s'explique à la fois par des retards de recrutement, par la fin de certains projets, mais aussi par la poursuite des projets en cours et par le lancement de projets nouvellement arrivés.

Quelques exemples d'évolutions :

+ 296 k€ : Chaires COMP : poursuite des recrutements
+ 121 K€ : IETR (poursuite des projets BPI Diane, PEPR 5G, arrivée du projet ondes durables, fin du contrat SMART-LIVE PROD)
+ 262 K€ : Projets formation (recrutements CMA-RIS3, CMA-ESOS, SyRengie)
- 45 K€ : LGCGM : Fin de l'ANR FREEINBTP
- 33 K€ : IRISA (fin de l'AIR DemoES, du projet TRIANGLE et en même temps poursuite des recrutements de l'ERC, recrutements sur le projet ANR Dynamo)

En comptabilité générale

Les évolutions de la masse salariale entre le BI25/BR25 et BR25/BI26 sont très similaires à celles constatées en comptabilité budgétaire.

Les masses financières diffèrent en raison d'une présentation en comptabilité générale légèrement différente. En effet, les charges patronales au titre des comptes 63 (charges fiscales assises sur les salaires) sont intégrées en comptabilité budgétaire en masse salariale, alors que ces charges figurent en charges de fonctionnement en comptabilité générale, soit les retraitements suivants à hauteur de 480 K€ :

	BI 2025	BR 2025	BI 2026
Masse salariale en comptabilité générale	37 606	36 970	38 401
Masse salariale en comptabilité budgétaire	38 086	37 450	38 881
Ecarts	**-480**	**-480**	**-480**

Fonctionnement

En comptabilité budgétaire

Les décaissements au titre du fonctionnement sont en baisse entre le BI 25 et le BR 25, en hausse entre le BR25 et le BI26.

En K€	CF 2024		BI 2025		BR 2025		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Fonctionnement courant	6 525	6 662	6 752	7 054	6 247	6 492	7 231	7 068
Fonctionnement conventions	1 308	1 383	1 963	1 953	2 010	2 094	1 792	1 793
TOTAL DÉPENSES	**7 832**	**8 045**	**8 715**	**9 007**	**8 256**	**8 586**	**9 022**	**8 860**

Entre le BI 25 et le BR 25 :

Cette évolution est à dissocier entre le fonctionnement courant de l'établissement et les dépenses au titre des conventions. Les dépenses de fonctionnement courant présentent une tendance à la baisse entre le BI25 et le BR 25 (-562 K€ de CP) ;

A contrario, les décaissements au titre des conventions de recherche et de formation sont présentés en hausse entre le BI 25 et le BR 25 (env.+141 K€ de CP). Ces décaissements sont estimés en baisse au budget 2025 (-301 K€ env. de CP).

Variations :	BI 25/BR 25 AE	BI 25/BR 25 CP	BR 25/BI 26 AE	BR 25/BI 26 CP
Fonctionnement	-446	-421	766	275

Variations :

Fonctionnement courant

En K€	BI 25/BR 25 AE	BI 25/BR 25 CP	BR 25/BI 26 AE*	BR 25/BI 26 CP*
Fonctionnement	-506	-562	984	576

*Dont dépenses exceptionnelles compensées (640 K€)

Variations :

Conventions

En K€	BI/BR 25 AE	BI/BR 25 CP	BR 25/BI 26 AE	BR 25/BI 26 CP
Fonctionnement	59	141	-218	-301

Hors conventions

Entre le BI 25 et le BR 25 :

Les décaissements au titre du fonctionnement évoluent de -562 K€ en CP entre le BI25 et le BR25 notamment en raison de :

- Logistique -34 K€ (Moins de dépenses de gardiennage)
- STI – 551 K€ (Forte baisse sur la partie énergétique, les dépenses de fournitures, les contrats de prestations, à la suite d'efforts budgétaires mais également d'une baisse de la capacité opérationnelle au cours de l'exercice 2025)
- VAC – 60 K€ (Moins de dépenses de ménage notamment)
- DRH + 236 K€ (2 ans de contrats de Mise à disposition à payer en 2025, puis 1 an en 2026)
- DSI – 24 K€
- DGS – 26 K€

Entre le BR 25 et le BR 26 :

Les décaissements entre le BR25 et le BI26 sont eux en hausse +576 K€ en CP :

- Une opération exceptionnelle à la suite de la dissolution du SAGI de l'INSA Lyon. L'établissement va en effet encaisser 329 K€ au titre du fonds de roulement de ce budget et

reverser l'intégralité au GIP INSA en 2026. L'opération est neutre sur le solde budgétaire (ou le résultat) mais majore les masses financieres de part et d'autre.
- L'utilisation partielle de la provision pour gros entretien détenue par l'établissement au sein de son fonds de roulement pour couvrir les travaux d'entretien des résidences en jouissance (2 résidences sur 4) à hauteur de 310 K€.

Après retraitement de ces 2 éléments, les décaissements présentent une nouvelle baisse de -77K€, capitalisant donc la baisse d'ores et déjà constatée entre le BI25 et le BR25.

Les autorisations d'engagement suivent une tendance légèrement plus haute que les crédits de paiements, en raison notamment d'engagements pluriannuels prévus en 2026, mais n'impactant les décaissements que d'un effet partiel (de même que le résultat) :

- Engagement pluriannuel
  - Du nouveau marché de photocopieurs
  - Du nouveau marché de cybersécurité

Par ailleurs, l'établissement a mis en place en 2025 et 2026, la circulaire du 17.10.2025 au titre des dépenses de communication applicable aux opérateurs de l'état, réduisant de 22 K€ le budget pour 2026 (pour rappel 122 K€ au BI 25) :
L'achat de goodies est désormais proscrit

Conventions

Entre le BI 25 et le BR 25 :

Les décaissements au titre du fonctionnement évoluent de +141 K€ en CP entre le BI25 et le BR25 notamment en raison de :

- + 85 k€ pour le laboratoire LGCGM liés à une absence de prévision sur des contrats arrivés en fin d'année 2024 ainsi que l'externalisation de certaines prestations ne pouvant pas être réalisées au sein du laboratoire
- + 16 k€ de dépenses pour des colloques recherches non intégrés au BI 2025
- + 40 k€ liés à des fins de projets sur l'année 2025

Entre le BR 25 et le BR 26 :

Les décaissements entre le BR25 et le BI26 sont eux en baisse de -301 K€ en CP :
- +152 k€ au titre du COMP : montée en puissance des travaux du Laboratoire de la Fabrique de Pensée Critique sur les 2 chaires liées au COMP : recherche et innovation frugale / Ethique des choix technologiques
- -200 k€ concernant la fin de plusieurs projets
- - 311 K€ de reversement exceptionnel vers l'université de Rennes en 2025 sur le projet PUI Campus Innovation lié à un trop perçu (reversement non reconduit en 2026)
- + 58 K€ : poursuite des projets de formations

En comptabilité générale

En comptabilité générale, objet du débat d'orientation budgétaire, les éléments suivants différent de la comptabilité budgétaire :

- Les dotations à l'amortissement et provision figurent en comptabilité générale et non en comptabilité budgétaire
- La prise en compte des obligations vis-à-vis des fournisseurs (une prestation ou une livraison faite mais non décaissée est prise en compte)

En comptabilité générale, les charges de fonctionnement apparaissent relativement stables, mais doivent être analysées afin de comprendre leurs évolutions :

	BI 2025	BR 2025	BI 2026
Charges de fonctionnement	**13 036**	**13 081**	**13 292**
Dotations à l'amortissement et provisions	3 700	4 110	4 000
Charges fiscales sur salaires	480	480	480
Charges de fonctionnement hors dotations	8 856	8 491	8 812
Dont Hors Convention	6 903	6 397	7 119
(hors dépenses excep compensées)			6 480
Dont Convention	1 953	2 094	1 693
CP	9 008	8 586	8 860

Trajectoire du DOB

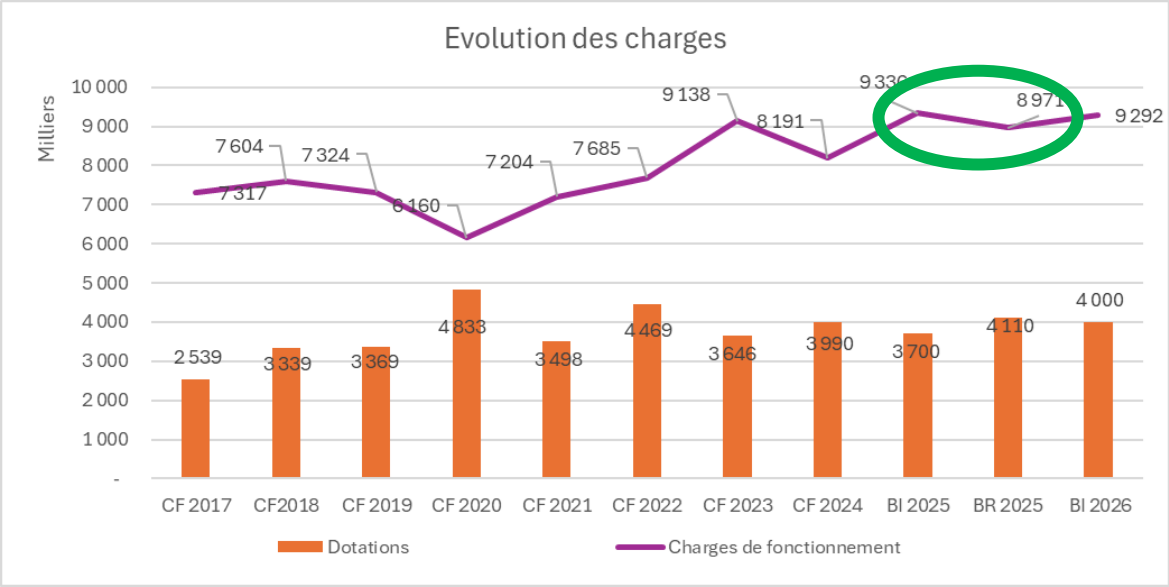
Les charges de fonctionnement en comptabilité générale sont estimées à 13.081 K€ au BR 2025 et 13.292 K€ au BI 2026.

On constate un effet de compensation entre :

- La hausse de la dotation à l'amortissement par rapport au BI 2025 (+410 K€, au BR25, et +300 K€ au BI 26)
- La baisse des charges de fonctionnement hors dotation – 365 k€ (CF Description & Comptabilité budgétaire) entre le BI 25 et le BR 25. La hausse constatée entre le BR 25 et le BI 26 est associée au reversement de 329 K€ au GIP, ainsi qu'à l'utilisation de la provision pour gros entretien 310 K€ au titre des résidences (charges entièrement compensées).

L'estimation des dotations à l'amortissement au BI 2025 avait été produite par reconduite du budget des années précédentes en l'absence de logiciel permettant d'effectuer les chiffrages. Son estimation a été produite manuellement dans l'attente de la mise en place du logiciel Neptune, qui permettra à terme de gérer l'ensemble des immobilisations de l'établissement, facilitant ainsi les chiffrages.

La hausse des dotations à l'amortissement a bien un impact sur le résultat, mais il est important d'avoir à l'esprit que les dotations à l'amortissement n'entrainent pas de sortie de ressources contrairement aux autres charges de fonctionnement. Les dotations à l'amortissement sont par ailleurs retraitées lors de la détermination de la Capacité d'autofinancement (capacité de l'organisation à autofinancer sa politique d'investissement).



Trajectoire du DOB

3. Investissements du budget rectificatif 2025 et du budget initial 2026

En comptabilité budgétaire (AE et CP) et comptabilité générale (CP)

Les investissements du budget rectificatif 2025 et du budget initial 2026 sont présentés dans le tableau ci- après :

En K€	CF 2024		BI 2025		BR 2025		BI 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Investissements autofinancés	1 941	3 364	2 363	2 626	2 234	2 138	918	999
Investissements financés par des conventions	930	854	4 580	2 145	975	1 034	4 361	2 865
TOTAL DÉPENSES	**2 871**	**4 218**	**6 943**	**4 771**	**3 210**	**3 171**	**5 279**	**3 864**

Entre le BI 2025 et le BR 2025 :

Le budget rectificatif 2025 est présenté en baisse de 3.7 M€ en AE et 1,6M€ en CP, en raison principalement de l'avancement de l'opération Cœur de Campus.

Les investissements auto-financés sont en diminution de -129 k€ en AE et – 488 k€ en CP, notamment en raison de :

- Suppression de la réserve : -100 K€ en AE et – 200 K€ en CP

- Equipements Formation/Recherche : - 100 K€ de CP : délai de livraison long qui engendre un décalage des paiements en 2026 des équipements suivants : Enceinte Gel/Degel, Banc Œdométrique, Machine d'essai universelle)
- Equipements Mobilier résidence : - 100 K€ de CP (paiement en 2026)

Les investissements financés sont en baisse de - 3605 K€ en AE et – 1 111 K€ en CP. Cette variation est due principalement à l'avancement des projets CPER :
CPER Cœur de Campus : - 2 929 K€ en AE et – 515 K€ en CP
CPER Recherche Tranche 2025 : - 675 K€ en AE et en CP

Entre le BR 2025 et le BI 2026 :

Le budget initial 2026 en AE, est quant à lui plus important que le BR 2025 car l'établissement prévoit le lancement et l'attribution de l'Appel d'offres entreprises de l'opération Cœur de Campus (évalué à 3M€ d'engagement), **tout en respectant les objectifs du Débat d'orientation budgétaire.**

Au sein du poste des investissements autofinancés, il convient de dissocier deux éléments

- Les investissements relatifs au plan pluriannuel d'investissements 2026 limités à 800 K€ en CP conformément au débat d'orientation budgétaire
- Les investissements issus du programme d'investissements 2025 non finalisés et reportés à 2026 (validés lors de l'établissement du budget 2025)

BI 2026	AE	CP
PPI 2026	805	677
Quinquennal	122	122
Total	**927**	**799**
Reports 2025		208

Trajectoire du DOB

BI 2026 - PPI 2026

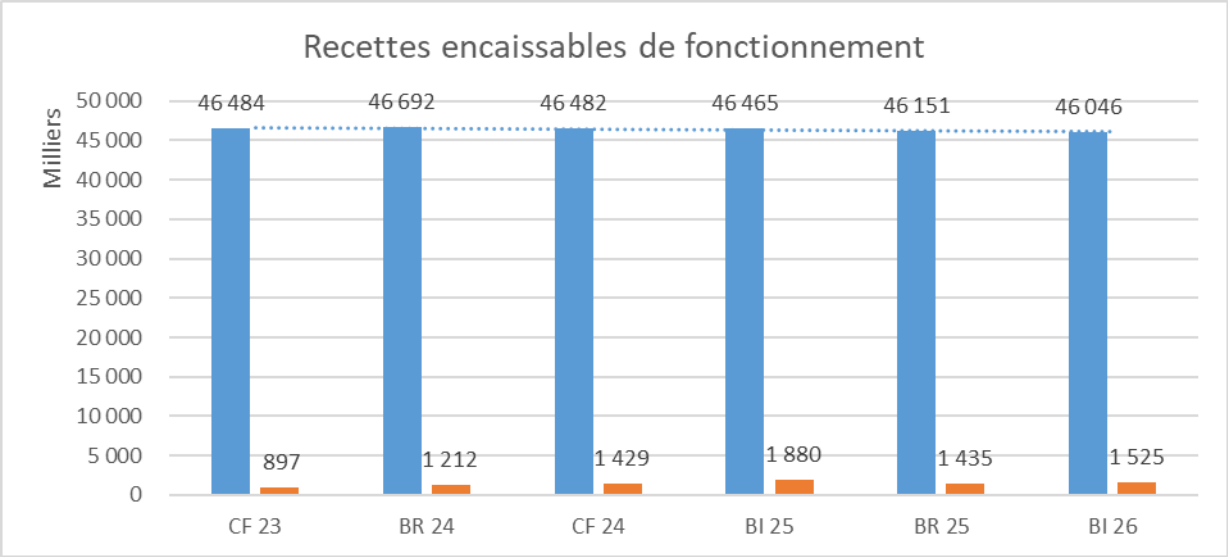
Libellé	AE	CP
D2PLS Logistique	**56 500**	**56 500**
Poursuite renouvellement mobilier résidences	50 000	50 000
Imprimantes et Mobilier logistique	6 500	6 500
D2PLS STI	**118 500**	**248 500**
2022 Op 15 - bat 5 - Aménagement locaux DSI		32 000
2024 OP 08 - Bâtiment 13 - Remplacement têtes thermostatiques		98 000
2025 Op 03 - Rénovation des alarmes intrusion de l'INSA_ poursuite op en 2026	18 500	18 500
2025 Op 06 - Aménagements au titre du handicap	15 000	15 000
2026 Op À créer_Mobilités douces / transitions	15 000	15 000
2025 Op 09 - Bâtiment 11 - Installation de 3 fours	20 000	20 000
Aléas divers	45 000	45 000
Remplacement outillage électro-portatif vétuste	5 000	5 000
DSI	**539 000**	**281 000**
Evolutions des switchs de distribution (engagement des 3 ans en 2026	387 000	129 000
Réseau - Bornes Wifi et Controleurs	5 000	5 000
Sécurité - Mise en oeuvre préconisation audit (interventions et réalisations de cyberséc	40 000	40 000
Renouvellement équipements AV défectueux (salles de TP/TD/Amphi)	20 000	20 000
Poste de travail - Education (dont salle TP)	47 000	47 000
Poste de travail - Personnel, Administratif et Technique	40 000	40 000
ET		
Acquisition analyseur de spectre bandes FR2/FR3 (co-fin CPER)	**25 000**	**25 000**
GPM		
4 Oscilloscopes (TP électronique et instrumentation 3 et 4 GPM)	**6 000**	**6 000**
INFO		
Renouvellement PC portables pour étudiants	**10 000**	**10 000**
FOTON		
Travaux Salle Blanche	**50 000**	**50 000**
Total	**805 000**	**677 000**

BI 2026 - Investissements financés		
	AE	CP
D2PLS - Cœur de campus	3 000	1 500
PROFOR	10	10
FOTON	206	206
IETR	25	25
LGCGM	198	198
PROREV	583	583
Réserve	100	100
SCR - CM	0	0
SCR- CSM	15	15
MECAPROCE		
IRISA	83	87
PFT	142	142
Total	**4 361**	**2 865**

4. Les recettes

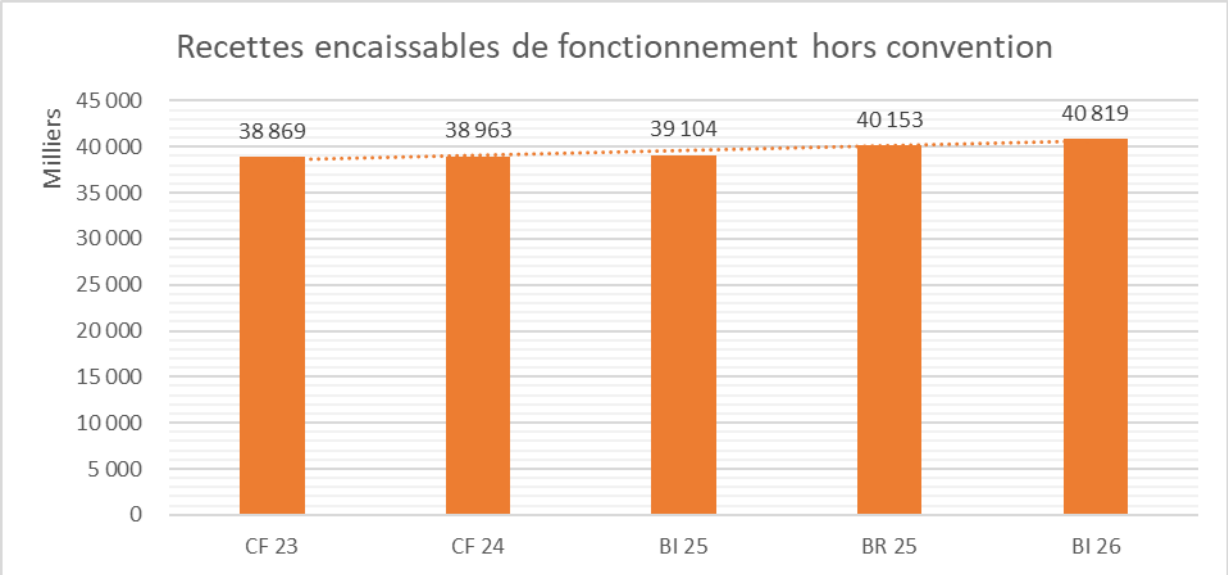
En comptabilité budgétaire (Encaissements)

Les recettes en comptabilité budgétaire correspondent aux encaissements y compris d'avances reçues au titre des projets.

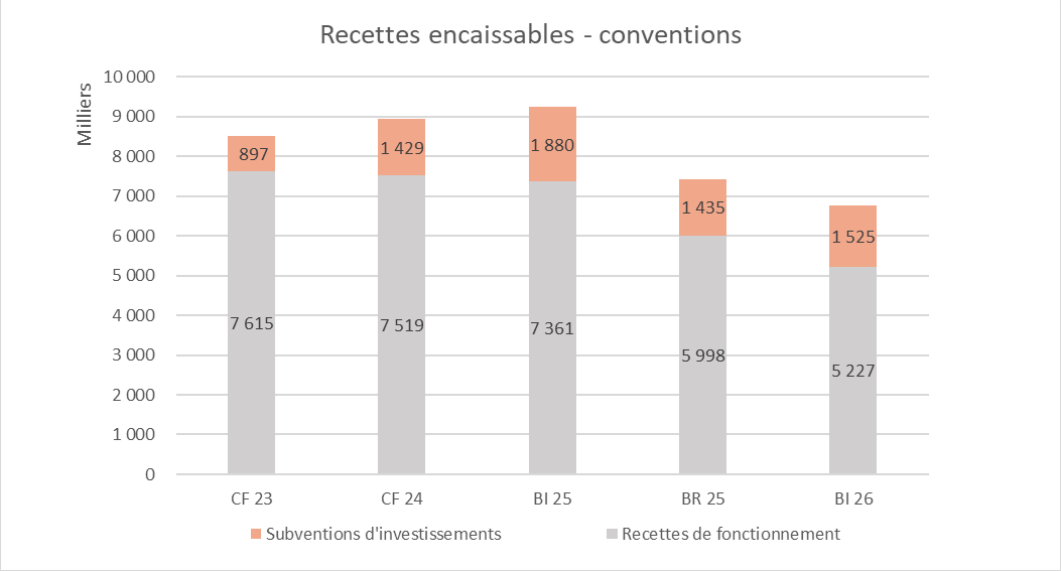


Les encaissements sont établis en léger repli entre le BI 2025 et les BR 25 et BI 26, avec au sein de ce poste des écarts d'évolutions entre la part hors convention et la part convention.

La part Hors Convention progresse d'un peu plus d'1M€ entre le BI25 et le BR25, et de +0.7M€ entre le BR 25 et le BI 26.



A contrario, les recettes de fonctionnement au titre des conventions sont établies en baisse entre le **BI 25 et le BR 25** de – 1 363 K€ ainsi qu'entre le **BR 25 et le BI 26**, - 771 K€.
Les subventions d'investissements au titre des conventions sont également en baisse de -445 K€ entre le BI 25 et le BR 25, et de + 90 K€ entre le BR 25 et le BI 26.



Les prévisions d'encaissements relatives aux projets de recherche et de formation présentent naturellement un caractère évolutif. Elles reflètent l'état d'avancement et les informations disponibles au moment où elles sont établies. En effet, les activités conduites dans le cadre de ces projets connaissent des ajustements tout au long de leur réalisation, ce qui peut rendre difficile l'établissement de prévisions de recettes parfaitement conformes à la réalité observée.

Nous avons fait le choix d'une hypothèse de baisse en raison d'un poste d'avance reçue au titre des conventions particulièrement élevé avec une phase de consommation pour un certain nombre de projet, notamment l'ERC ou les CMA.

	2021	2022	2023	2024	Au 24.11.2025
Avances sur subventions	874	1 161	3 497	5 434	4 693

En comptabilité générale (Droits vis-à-vis des clients / financeurs)

La prévision d'atterrissage au BR 25 en comptabilité générale a été réévaluée à la hausse soit + 734 K€ et + 1.006K€ au BI 26.

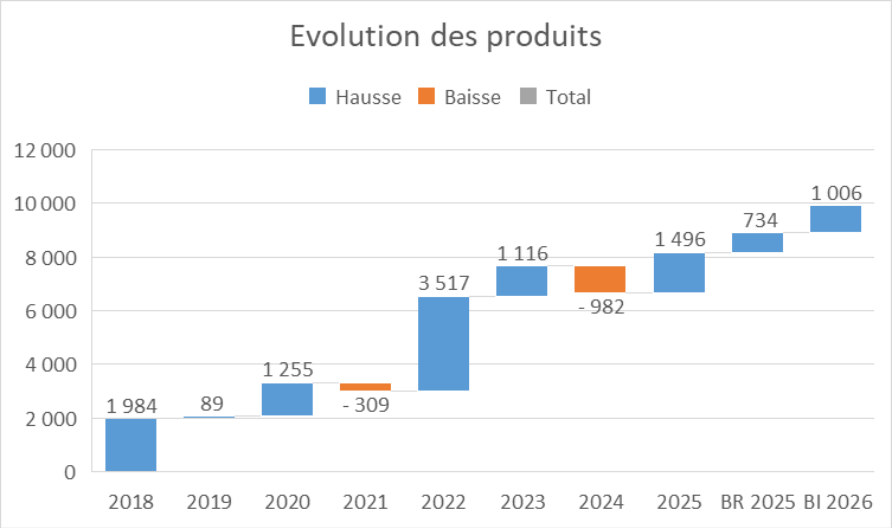
	CF 2023	CF 24	BI 2025	BR 2025	BI 2026
Produits	47 216	46 232	47 730	48 464	49 471
Total Produits	**47 216**	**46 232**	**47 730**	**48 464**	**49 471**

Les évolutions sont très différentes de celles constatées en comptabilité budgétaire en raison notamment du mode d'enregistrement des produits.

En comptabilité budgétaire, les produits sont enregistrés lorsqu'ils sont encaissés. Alors qu'en comptabilité générale, ils sont enregistrés dès lors que l'établissement dispose d'un droit vis-à-vis d'un tiers qu'il soit un client ou un financeur.

Cette différence est particulièrement notable lorsqu'il s'agit de projets de recherche et de formation fléchés. Les produits sont enregistrés à mesure de l'avancement des dépenses afin de neutraliser l'impact sur le résultat. Le niveau des produits prévisionnels est donc établi en fonction du niveau des charges majoré des éventuels frais de gestion associés aux projets concernés, quand les encaissements prévisionnels eux peuvent être réalisés en avance de phase.

Les autres recettes sont peu concernées par des écarts de mode d'enregistrement car la majorité a un caractère annuel (comme la subvention ministérielle).



Dotation ministérielle

En comptabilité budgétaire et comptabilité générale

Entre le BI 2025 et le BR 2025 :

Le montant au titre de la subvention ministérielle a été estimé en encaissement à 32.834 K€ au BI 2025. La dernière notification émise par nos financeurs s'élève à 33.297 K€ (après retraitement d'une erreur de notification du financeur) soit une augmentation de +483 K€ consécutive à l'évolution des financements en cours d'exercice, et notamment :

- +499 K€ au titre du CAS pension (100% financé)
- +15 K€ au titre de la nouvelle CPJ
- +126 K€ au titre de la refonte indemnitaire
- + 30 K€ au titre des repyramidages
- -172 K€ au titre du COMP, en raison de la demande de prolongation du COMP à 2026
- -90 K€ au titre des crédits sécurité

A noter, que l'établissement n'a pas disposé de pré-notification au titre de 2025. L'estimation budgétaire a été établie sur la base de consignes transmises par le rectorat pour ce même exercice, sollicitant notamment l'absence d'inscription de financements au titre des mesures réglementaires de la masse salariale.

Entre le BR 2025 et le BI 2026 :

Pour l'exercice 2026, le contexte d'estimation de la subvention ministérielle est assez similaire au regard de l'absence de loi de finances à ce jour. Quelques consignes sommaires ont été communiquées par les tutelles relatives aux hypothèses de production du budget en matière de financements, à laquelle nous avons ajouté des hypothèses prudentielles.

Malgré l'absence de pré-notification, les éléments d'information mises à notre disposition à ce jour nous indiquent toutefois que l'intégralité de nos financements pourrait dans l'ensemble être conservée. C'est donc sur la base de cette hypothèse que l'enveloppe financière a été établie.

Dans le cadre du BI 2026, les hypothèses sont donc les suivantes :

Part Masse salariale :

- Fixe : Maintien du financement fixe complété par les effets années pleines de la CPJ 2025, l'augmentation du CAS-pension et la mise en place de la PSC seront compensées, dans leur ensemble, à hauteur de 40% du surcout prévisionnel de l'augmentation du CAS-pension, 100 % du financement de la revalorisation des contrats doctoraux
- Ponctuel : Absence de prise en compte du versement du solde du COMP conformément aux consignes transmises

Part Fonctionnement

- Fixe : Maintien du financement
- Ponctuel : Absence de financement au titre de la subvention sécurité

A noter, qu'à titre informatif, une seconde hypothèse de financement plus élevée* a été établie tenant compte de la réalité du financement nécessaire à la couverture des charges de fonctionnement associées aux évolutions réglementaires de la masse salariale.

Ces hypothèses nous conduisent à déterminer une enveloppe prévisionnelle au BI 2026 de :

	2023	2024	BI 25	2025 Init	2025 inter corrigée	2026 Estimation basse	2026 Estimation haute*
Masse salariale	**29 942**	**30 160**	**30 024**	**30 710**	**30 591**	**30 880**	**31 558**
Masse salariale Fixe	29 284	29 812	29 794	30 345	30 514	30 825	31 331
Masse salariale Ponctuelle	658	348	230	365	77	55	227
Fonctionnement	**3 219**	**2 785**	**2 810**	**2 706**	**2 706**	**2 684**	**2 774**
Fonctionnement Fixe	2 596	2 573	2 573	2 573	2 573	2 573	2 573
Fonctionnement Ponctuel	622	213	237	134	134	111	201
Total	**33 161**	**32 945**	**32 834**	**33 416**	**33 297**	**33 564**	**34 332**

La SCSP est mouvementée de +266 K€.

Zoom sur l'impact comptable du COMP

Le comparatif entre les financements au titre du COMP et les charges est présenté dans le tableau ci-après :

En K€	2023	2024	2025	2026
Financements	430	258	0	?
Charges	0	47	182	630
Impact résultat	+430	+211	-182	-630

Il illustre le décalage temporel entre la notification des financements et l'utilisation des financements.

Ce décalage peut en temps normal être retraité comptablement au moyen des produits constatés d'avance pour stocker le produit dans l'attente de sa consommation. Les financeurs n'ont toutefois pas autorisé les établissements à pouvoir utiliser ce dispositif ce qui induit des impacts élevés sur les résultats des années concernées.

Pour l'INSA Rennes cela représente un impact résultat prévisionnel de 630 K€ au BI 2026.

Fiscalité affectée

En comptabilité budgétaire et comptabilité générale

Pour rappel, la fiscalité affectée, correspond au versement de la CVEC effectuée par le CROUS.

Au titre des exercices 2025 et 2026, nous estimons une recette prévisionnelle d'env. 140 K€.

Autres financements publics

En comptabilité budgétaire

Les autres financements publics correspondent en grande partie au financement des appels à projets de l'établissement en matière de recherche et de formation.

Entre le BI 2025 et le BR 2025, les recettes provenant d'autres financements publics enregistrent une diminution de **469 k€**. Cette évolution s'explique principalement par un ajustement à la baisse des prévisions d'encaissements de certains projets mais aussi par l'arrivée de nouveaux contrats signés courant 2025 dont voici quelques exemples :

Type de financements	Montant total HT en k€
ANR	1 254
AAP PUI	100
ARED	78
ACI 2025	55

Entre le BR 2025 et le BI 2026, on note une légère augmentation de 295 k€ des recettes provenant notamment de décalage d'encaissements initialement prévus en 2025 :
+ 105 K€ au titre des projets PEPR (Programme et Equipement Prioritaire de Recherche)
+ 190 K€ au titre de solde de projets (SAD et AAP PME Région, ITN RISING STARS Feder)

En comptabilité générale

En comptabilité générale le niveau des autres financements publics est directement corrélé au niveau des charges de fonctionnement au titre des projets de recherche et de formation donc très dépendant des niveaux décrits aux paragraphes précédents relatifs aux dépenses.

Les recettes propres

Les recettes propres sont le levier sur lequel l'établissement peut agir pour disposer de plus de marge de manœuvre pour son fonctionnement et pour investir.

Quelques recettes propres hors contrats de recherche :

	Principales recettes propres	BR24	BI 25	BR 25	BI 26
Pilotage, support, soutien	Location de logements et internat (étudiants et passagers)	2.730.000	2.750.000	2.750.000	2.800.000
	Tournage Film	0	0	31.211	0
	Réserve	0	200 000	200 000	170 000
	MAD de personnels	93 545	65 830	94 175	41 171
	Indemnités journalières	40 000	40 000	43 000	40 000
	Hébergement de serveurs informatiques	37 000	37000	37000	37000
	Prestations du service de fabrication mécanique	30 000	30000	30000	30 000
	Facturation CROUS	70000	114 000	64 000	32 000
	Prestations d'imprimerie et autres recettes diverses	10 000	10 000	10 000	10 000
	Laverie étudiants	6 000	6 000	66 000	20.500
Formation	Droits d'inscription étudiants	977 000	977 000	977 000	1.032.000
	Taxe d'apprentissage	500 000	500 000	475 000	492 000
	Facturation des heures d'apprentissage	1 000 080	930 502	930 502	1 070 971
	Droits d'inscription Master excellence opérationnelle + VAE	158 800	158 800	158 800	158 800
	Droits étudiants internationaux (SPIR / FIRE) + école d'été	88 960	88 960	115 000	115 000
	Direction entreprise et partenariats, club partenaire	75 000	110 000	125 000	125 000
	Contrats de professionnalisation	18 000	18 000	18 000	18 000
	Reversement SAGI (service commun INSA concours)	70 000	64 000	94600	93 000
	Parrainages, dons, mécénats	20 000	10 000	10 000	10 000
	Financement étudiants internationaux (SFERE, UFA ...)/ Chine	4 900		20 000	20 000

	Département, partenariats divers	59 000	12 300	12 300	12 300
	Reversement IRT BCOM	100 000	100 000	100 000	100 000

Trajectoire du DOB

BI 2025 / BR 2025 :

- Le tournage d'un film au sein de l'INSA pour 31 K€
- Un rattrapage de facturation au titre des laveries pour 66 K€
- Une hausse de facturation au titre du SPIR FIR et de l'école d'été pour 26 K€
- Une hausse des partenariats + 15 K€
- Une hausse des reversements SAGI +30 K€

BR 2025 / BI 2026 :

- Un prévisionnel d'augmentation des heures d'apprentissage facturées en 2026 +140 K€
- Une augmentation de la facturation au titre des droits internationaux + 56 K€
- Une hausse des facturations au titre des résidences étudiantes + 50K€

III. Solde budgétaire, résultat patrimonial et indicateurs

1. Le solde budgétaire

SOLDE BUDGETAIRE					
En K€	**CF 24**	**BI 25**	**BR 2025**	**BI 2026**	**BI 2026 avec SCSP élevée**
Solde budgétaire	**525**	**-3 518**	**-1 622**	**-4 034**	**- 3 268**

BR 2025 :
Le solde budgétaire au titre du BR 2025 s'établit donc à -1.622 K€ en amélioration de + 1 896 K€ par rapport au BI 2025.

BI 2026 :
Le solde budgétaire au titre du BI 2026 s'établit donc à -1.622 K€ à –4.034 K€ au BI 2026.
Le solde budgétaire 2026 avec l'intégration des financements au titre des mesures réglementaires s'élève à - 3.268 K€.

2. Le résultat patrimonial

Résultat patrimonial

En K€	CF 24	BI 25	BR 25	BI 26	BI 26 avec SCSP élevée
Résultat	**-1 839**	**-2 912**	**-1 587**	**-2 222**	**-1 453**

Le résultat prévisionnel au titre du BR 2025 s'établit donc à -1.587 K€ au BR 2025.

Le résultat prévisionnel au titre du BI 2026 s'établit à –2.222 K€ au BI 2026. A noter qu'avec l'intégration des financements au titre des mesures réglementaires incertains le déficit s'élèverait à -1.453 K€.

Le tableau ci-après synthétise les évolutions expliquant le résultat prévisionnel 2025, et le résultat prévisionnel 2026.

	BI25/BR25	BR25/BI26	BR25/BI26 avec hypothèse SCSP élevée
Résultat initial (BI 25, BR 25)	**-2 912**	**-1 587**	**-1 587**
Produits	**734**	**1 007**	**1 775**
SCSP	484	*267*	*1 035*
Fiscalité affectée	13	-3	-3
Autres subventions	-98	426	426
Recettes propres	358	44	44
Reprises sur provisions & Q SI	-23	273	273
Charges	**-591**	**1 641**	**1 641**
Dotations	410	-110	-110
Masse salariale hors projet	-527	919	919
Masse salariale projets	-107	511	511
Charges de fonctionnement	-365	321	321

	BR 25	BI 26	BI 26 avec SCSP élevée
Résultat prévisionnel corrigé	***-1 587***	***-2 221***	***-1 453***
Ecart	1 325	-634	
Dont SCSP	484	267	768
Dont Masse salariale	527	-919	

3. Les ratios patrimoniaux / comptables

La capacité d'autofinancement et l'évolution du fonds de roulement

La capacité d'autofinancement se calcule à partir du résultat de l'exercice auquel on additionne le montant des amortissements et dont on soustrait les montants des reprises sur provisions et des amortissements des subventions (en K€) :

La capacité d'autofinancement permet de dégager des moyens pour investir.

Données patrimoniales synthétiques	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026	BI 2026 financé*
Résultat net comptable	**183**	**-1 839**	**-2 912**	**-1 587**	**-2 222**	**-1 453**
Produits de cessions d'éléments d'actifs	10	0	0	0	0	0
Valeur nette comptable des éléments d'actifs	6	0	0	0	0	0
Dotations amort et provisions	3 646	3 990	3 700	4 110	4 000	4 000
Reprises sur provisions	88	40	0	39	310	310
Reprises de subventions d'investissements	2 121	2 045	2 160	2 100	2 100	2 100
CAF	**1 617**	**67**	**-1 372**	**384**	**-632**	**137**
Investissements autofinancés	3 848	4 107	4 771	2 138	799	799
Investissements autofinancés reports PPI 25					208	208
Investissements subventionnés				1 034	2 856	2 856
Remboursements de dettes financières	192	237	192	0	0	0
Total Emplois du FDR	***4 041***	***4 344***	***4 964***	***3 171***	***3 864***	***3 864***
Subventions	1 199	2 383	1 880	1 277	2 348	2 348
Augmentations des dettes financières	233	241	233	0	0	0
Total Ressources du FDR	***1 432***	***2 624***	***2 113***	***1 277***	***2 348***	***2 348***
Apports ou prélèvements au FDR	**-991**	**-1 653**	**-4 222**	**-1 510**	**-2 148**	**-1 379**

*BI 2026 Financé : BI 2026 intégrant une SCSP supérieure de 768 K€

La CAF est plus satisfaisante au BR 2025 bien qu'insuffisante essentiellement en raison de l'amélioration du résultat et de sa structure (moins de charges de fonctionnement et plus de dotations à l'amortissement).

Elle est de nouveau présentée dégradée au BI 2026 (Insuffisance d'autofinancement IAF), en raison du résultat de –2.2 M€. A titre de comparaison, la CAF avec un niveau de financement plus favorable permettant de couvrir l'intégralité des surcouts au titre des mesures réglementaires impactant la masse salariale s'élèverait à 137 K€.

L'exercice 2025 est également marqué par un prélèvement sur le fonds de roulement mais dans une proportion moins importante (-1.510 K€), en raison de la CAF, et de l'opération Coeur de Campus pour lequel une part significative de financement a été perçue en avance de phase (report du prélèvement sur fonds de roulement en 2026).

Les prélèvements sur fonds de roulement 2025 et 2026 bien qu'impactant, restent malgré tout plus soutenable que la trajectoire initiale du BI 2025.

Le FDR, le BFR et la Trésorerie

Données patrimoniales synthétiques	CF 2023	CF 2024	BI 2025 (avec CF 24)	BR 2025	BI 2026	BI 2026 financé*
FDR initial	**11 371**	**10 380**	**8 727**	**8 727**	**7 217**	**7 217**
FDR final	**10 380**	**8 727**	**4 505**	**7 217**	**5 069**	**5 838**
BFR initial	**-3 667**	**-7 501**	**-5 566**	**-5 566**	**-5 366**	**-5 366**
Variation des créances	1 000				-1 200	-1 200
Variation des dettes	4 834	1 935	200	200	200	200
Variation du BFR	**-3 834**	**1 935**	**200**	**200**	**-1 000**	**-1 000**
BFR Final	**-7 501**	**-5 566**	**-5 366**	**-5 366**	**-6 366**	**-6 366**
Trésorerie initiale	15 039	17 881	14 292	14 292	12 582	12 582
Variation de la trésorerie	**2 842**	**-3 588**	**-4 422**	**-1 710**	**-1 148**	**-379**
Trésorerie finale	**17 881**	**14 292**	**9 871**	**12 582**	**11 435**	**12 203**

*BI 2026 Financé : BI 2026 intégrant une SCSP supérieure de 768 K€

Les Fonds de roulement prévisionnels 2025, et 2026 s'établissent à 7.217 K€ et 5.069 K€.

Le BFR est de nouveau en excédent de financement ce qui reste satisfaisant. Il est par ailleurs amélioré à titre prévisionnel au BI 2026 par la demande de remboursement du crédit de TVA effectuée en 2025 à hauteur de 1,2 M€.

Cette opération permet d'améliorer également de limiter la dégradation de la trésorerie.

Les indicateurs du décret financier

Indicateurs présentés sans marge d'erreur

Indicateurs de soutenabilité financière	CF 2022	CF 2023	CF 2024	BI 2025	BR 2025	BI 2026	BI 2026 FINANCE	CIBLE 26 MINI
Niveau de la trésorerie (au moins 30 j de CP hors investissements)	135	137	116	92	98	86	92	75
Niveau du FDR (au moins 15j de CP hors investissements)	102	79	71	18	56	38	44	32
Niveau de la masse salariale (moins de 83% des produits encaissables)	74%	77%	81,3%	82,5%	79,8%	81,6%	80,3%	80%

Le Budget rectificatif 2025 et le Budget initial 2026 témoignent d'une amélioration des indicateurs financiers mesurant la soutenabilité de la trajectoire financière de la structure.

Les ratios de trésorerie et de FDR sont au-dessus des seuils cible définis dans le cadre du DOB. Le niveau de la masse salariale au BR 2025 devrait être inférieur au niveau du CF 2024 avec 79,8% contre 81, 3% au CF 24. Le ratio progresse toutefois au BI 2026 en raison de l'insuffisance de financement des évolutions réglementaires au titre de la masse salariale. A titre indicatif, le taux s'élèverait à 80 % avec la totalité des financements au titre des mesures (contre 81,6% au BI 26)

Nb : En l'absence d'action sur la masse salariale et les recettes le ratio 2026 approcherait les 82,5%.

IV.Conclusion au titre des objectifs du DOB

Les tableaux ci-après synthétisent les objectifs fixés au travers du DOB et précisent les résultats des travaux budgétaires pour chacun d'eux :

Objectifs	Cible	Réalisation	Atteinte de l'objectif
Résultat Cible 2025	-2.112	-1.587	V
Résultat Cible 2026 minimal	-1.262	-2.222 (avec financement partiel) -1.457 (avec financement)	X
Investissements 2026	800	799	V

Ainsi, l'établissement parvient à atteindre **2 des 3 objectifs fixés au travers du DOB** :

- Atteindre un résultat prévisionnel cible 2025 supérieur à 2.112 K€ : cet objectif est en grande partie atteint grâce à :
    - L'obtention du financement du CAS pension et autres évolutions indemnitaires en 2025
    - La réduction des charges de fonctionnement
    - L'absence d'exécution de la totalité de la masse salariale en raison de décalage dans les recrutements

- Atteindre un niveau d'investissements autofinancés au titre du PPI 2026 limité à 800 K€ afin de limiter le niveau de prélèvement sur le fonds de roulement, déjà impacté par les résultats déficitaires

L'établissement ne parvient pas à atteindre le résultat cible 2026 de 1,2 M€ en raison de :

- Nouvelles mesures réglementaires impactant la masse salariale insuffisamment couvertes selon les informations disponibles à ce jour par la subvention ministérielle à hauteur de 768 K€ (dont 172 K€ au titre du COMP)
- Du financement en décalage du COMP, conduisant à impacter le résultat 2026 à hauteur de 630 K€ (458 K€ en cas d'obtention des financements du COMP)

D'autres indicateurs implicites du DOB sont illustrés ci-après, comme le niveau de la CAF et les ratios du décret financier :

Objectifs	2025	2026
CAF	Amélioration	X
FDR en nb de jours (décret)	V	V
Trésorerie (décret)	V	V
Indicateur MS/Produits (décret)	V	-

Le niveau du fonds de roulement et la trésorerie restent supérieurs aux niveaux ciblés en 2025 et 2026.

L'indicateur MS/Produits devrait être en amélioration en 2025, puis de nouveau en dégradation en 2026.

Globalement, ces éléments témoignent d'efforts significatifs mis en œuvre par l'établissement au cours de l'exécution du budget 2025, ainsi que dans l'élaboration budgétaire 2026.

A noter que ces efforts vont se poursuivre au travers de la finalisation du projet de plan interne de redressement budgétaire 2026-2028 comme annoncé lors du débat d'orientation budgétaire.
Le travail a été initié dans une approche de co-construction avec l'ensemble des acteurs métier : dialogues de gestion et échanges complémentaires avec les directions fonctionnelles et administratives. L'objectif cible étant de proposer un dispositif réaliste et adapté aux contraintes de nos activités, afin d'identifier les leviers permettant de réduire le déficit et de retrouver un équilibre financier durable.

Le document d'ores et déjà avancé, a permis d'établir un premier programme de travail sur 3 ans afin de poursuivre le redressement financier de l'institution autour de 3 axes :

- Le développement des recettes
- La réduction, la maitrise et l'optimisation des dépenses
- L'amélioration de la gestion et l'efficience

Ce document sera un outil de travail évolutif qui sera complété au fur et à mesure pour tenir compte de l'état d'avancement des diverses études de faisabilité à mettre en œuvre, ainsi que des réalisations menées.

Un échange dédié avec les administrateurs est prévu lors du séminaire du CA du 11.12 ;2025 en vue de présenter ultérieurement une version stabilisée, appelée à être soumise au vote lors du CA portant le compte financier 2025.

Tableau 1 -
Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget initial 2026

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Catégories d'emplois	Nature des emplois		(A) Emplois sous plafond Etat *	(B) Emplois financés hors SCSP	(C) = (A) + (B) Global	
			En ETPT	En ETPT		
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	141,2		141,2	
		CDI	1,0	18,8	19,8	
	Non permanents	CDD	30,6	67,1	97,7	
S/total EC			**172,9**	**85,9**	**258,8**	
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)					-	
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	144,5		144,5	
		CDI	18,9	3,0	21,9	
	Non permanents	CDD	31,8	20,9	52,7	
S/total Biatss			**195,2**	**23,9**	**219,1**	
Totaux			**368,0**	**109,9**	**477,9**	
					Plafond global des emplois voté par le CA **	*(2)*
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			**402,0**			

(1)

(3)

Tableau 2 -
Autorisations budgétaires - Budget initial 2026

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses					Recettes		
	Exécution N-1		Budget initial (a)		Exécution N-1	Budget initial (d)	
	AE	CP	AE	CP	Montants	Montants	
Personnel	37 450 406	37 450 406	**38 880 777**	**38 880 777**	41 215 340	**42 556 230**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension	9 726 491	9 726 491	10 168 677	10 168 677	33 297 503	33 564 000	Subvention pour charges de service public
					-		Autres financements de l'Etat
					142 930	140 000	Fiscalité affectée
Fonctionnement et intervention	8 256 351	8 585 533	**9 022 410**	**8 860 373**	1 372 491	2 215 678	Autres financements publics
					6 402 417	6 636 552	Recettes propres
					6 370 349	**5 014 290**	**Recettes fléchées ****
					408 580	60 300	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	3 209 548	3 171 296	**5 279 119**	**3 863 829**	5 315 743	4 177 526	Autres financements publics fléchés
					646 026	776 464	Recettes propres fléchées
Dont enveloppes* destinées à des contrats de recherche							
Personnel							
Fonctionnement							
Investissement							
TOTAL DES DÉPENSES	48 916 305	49 207 235	**53 182 306**	**51 604 979**	47 585 690	**47 570 520**	**TOTAL DES RECETTES**
Solde budgétaire (excédent)		-		**-**	1 621 545	**4 034 459**	**Solde budgétaire (déficit)**

** Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes.*

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)*

Tableau 3 -

Dépenses par destination et recettes par origine - Budget initial 2026

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue (d) = (a) + (b) + (c)	**15 660 247**	**15 660 247**	**999 028**	**1 021 753**	**51 499**	**109 984**	**16 710 774**	**16 791 984**
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence (a)	-	-	-	-	-	-	-	-
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master (b)	15 602 247	15 602 247	999 028	1 021 753	51 499,25	109 984,25	16 652 774	16 733 984
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat (c)	58 000	58 000	-	-	-	-	58 000	58 000
D105 - Bibliothèques et documentation	238 000	238 000	150 000	150 000	-	-	388 000	388 000
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	-	-	-	-	-	-	-	-
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	6 830 494	6 830 494	628 388	611 920	361 636,40	365 861,40	7 820 519	7 808 276
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	7 046 979	7 046 979	767 854	779 485	1 151 983,78	1 201 983,78	8 966 816	9 028 448
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	-	-	-	-	-	-	-	-
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	445 300	445 300	198 000	198 000	-	-	643 300	643 300
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	1 857 000	1 857 000	1 891 030	1 896 030	3 118 500,00	1 748 500,00	6 866 530	5 501 530
D115 - Pilotage et support	5 400 757	5 400 757	4 280 520	4 095 595	595 500,00	437 500,00	10 276 777	9 933 852
Étudiants (h) = (e) + (f) + (g)	**1 402 000**	**1 402 000**	**107 590**	**107 590**	**-**	**-**	**1 509 590**	**1 509 590**
D201 - Aides directes aux étudiants (e)	-	-	75 000	75 000			75 000	75 000
D202 - Aides indirectes (f)	1 252 000	1 252 000	-	-			1 252 000	1 252 000
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives (g)	150 000	150 000	32 590	32 590			182 590	182 590
Total	**38 880 777**	**38 880 777**	**9 022 410**	**8 860 373**	**5 279 119**	**3 863 829**	**53 182 306**	**51 604 979**

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	**-**

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	33 564 000					-	-	-	33 564 000
Droits d'inscription			-		1 189 646	-	-	-	1 189 646
Formation continue, diplômes propres et VAE			-	-	221 200	-	-	-	221 200
Taxe d'apprentissage			-	-	492 000	-	-	-	492 000
Contrats et prestations de recherche hors ANR			-	-	414 408	-	17 126	613 307	1 044 841
Valorisation			-	-	8 000	-	-	-	8 000
ANR investissements d'avenir			-	200 000	-	-	1 126 229	-	1 326 229
ANR hors investissements d'avenir			-	340 000	-	-	1 353 489	-	1 693 489
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région			-	5 000	-	-	541 693	-	546 693
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne			-	59 175	-	-	159 346	-	218 521
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres			-	1 282 503	-	60 300	960 143	39 157	2 342 103
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs			-	-	15 000	-	-	124 000	139 000
Autres recettes			140 000	329 000	4 296 298	-	19 500	-	4 784 798
Total	**33 564 000**	**-**	**140 000**	**2 215 678**	**6 636 552**	**60 300**	**4 177 526**	**776 464**	**47 570 520**

La liste des destination est susceptible d'être modifiée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	**4 034 459**

Tableau 4 -
Équilibre financier - Budget initial 2026

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)				Financements (couverture des besoins)		
	Exécution N-1	Budget initial (a)		Exécution N-1	Budget initial (d)	
Solde budgétaire (déficit) * (D2)	1 621 545	4 034 459				Solde budgétaire (excédent) * (D1)
dont solde budgétaire budget principal						*dont solde budgétaire budget principal*
dont solde budgétaire budget du SAIC						*dont solde budgétaire budget du SAIC*
dont solde budgétaire FU						*dont solde budgétaire FU*
dont solde budgétaire BAI						*dont solde budgétaire BAI*
dont solde budgétaire SIE						*dont solde budgétaire SIE*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	203 668	198 693		198 925	198 693	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
	-			-		
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice) (c1)	2 808 958	1 337 060		2 725 251	4 223 788	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice) (c2)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) (e1)		-			-	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1= D2+b1+c1+e1)	**4 634 171**	**5 570 212**	et	**2 924 175**	**4 422 480**	**Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2=D1+b2+c2+e2)**
Variation de trésorerie (I)	**-**	**-**	ou	**1 709 995**	**1 147 731**	**Variation de trésorerie (II)**
*dont Abondement de la trésorerie fléchée *** (a1)*	190 544		ou		- 3 102 945	*dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée *** (a2)*
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée (d1)		1 955 214	ou	1 900 540		*dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d2)*
TOTAL DES BESOINS (1 + I)	**4 634 171**	**5 570 212**	et	**4 634 171**	**5 570 212**	**TOTAL DES FINANCEMENTS (2 + II)**

Tableau 5 -
Opérations pour le compte de tiers - Budget initial 2026

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRA

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	**Prévisions de décaissements**	**Prévisions d'encaissements**
	TVA encaissée		-	1 495 865
	TVA décaissée		485 370	-
AMI	46751330	AMI-bourse DGESIP	60 000	60 000
Projet Nautilus	467311	Projet NAUTILUS/CNRS	-	-
Erasmus	467513322	ERASMUS+ 2024-1-FR01-KA171-HED-000240469 AFRIQUE 2024-2027	62 200	-
Erasmus	467513321	ERASMUS KA171 2022-1-FRO01-KA171-HED-000077566 CAMBODGE	-	22 245
UFA	46751333	DFU/UFA- Bourse Mobilite /UNIVERSITE FRANCO-ALLEMANDE	5 500	5 000
Erasmus	467513312	ERASMUS KA131-HED-000213017 2024/2026	-	64 904
Erasmus	467513313	ERASMUS KA131-HED-000315517 2025/2027	182 000	-
Erasmus		ERASMUS KA131 2026 - candidature en février 2026 - estimation	115 000	260 000
Autres opérations gérées en comptes de tiers			426 990	2 315 774
TOTAL			**1 337 060**	**4 223 788**
			(c1)	*(c2)*

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Équilibre financier" (tableau 4)

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

Tableau 6 -
Situation patrimoniale - Budget initial 2026

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Exécution N-1	Budget initial (a)	PRODUITS	Exécution N-1	Budget initial (d)
Personnel	36 970 406	38 400 777	Subventions de l'Etat	33 297 503	33 564 000
*dont charges de pensions civiles**	*9 726 491*	*10 168 677*	Fiscalité affectée	142 930	140 000
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention	13 080 740	13 291 656	Autres subventions	6 056 574	6 482 255
			Autres produits	8 967 092	9 284 265
TOTAL DES CHARGES (1)	**50 051 146**	**51 692 433**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**48 464 099**	**49 470 520**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	-	*Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)*	***1 587 047***	***2 221 913***
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**50 051 146**	**51 692 433**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**50 051 146**	**51 692 433**

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.*

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Exécution N-1	Budget initial (g)
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	**- 1 587 047**	**- 2 221 913**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 110 000	4 000 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 39 000	- 310 000
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		
- produits de cession d'éléments d'actifs		
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	- 2 100 000	- 2 100 000
= CAF ou IAF*	**383 953**	**- 631 913**

*** capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement**

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Exécution N-1	Budget initial (j)	RESSOURCES	Exécution N-1	Budget initial (m)
Insuffisance d'autofinancement*	-	631 913	Capacité d'autofinancement*	383 953	-
Investissements	3 171 296	3 863 829	Financement de l'actif par l'État	399 980	60 300
			Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	877 366	2 287 711
			Autres ressources	-	-
Remboursement des dettes financières	-	-	Augmentation des dettes financières	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**3 171 296**	**4 495 742**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**1 661 299**	**2 348 011**
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	-	-	**PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (5)-(6)**	**1 509 997**	**2 147 731**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Exécution N-1 (p)	Budget initial (q)
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 1 509 997	- 2 147 731
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	200 000	- 1 000 000
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) *	- 1 709 998	- 1 147 731
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	7 216 843	5 069 112
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 5 365 618	- 6 365 618
Niveau de la TRESORERIE	12 582 461	11 434 730

Tableau 7-

Plan de trésorerie - Budget initial 2026

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(K€)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	12 582 461	18 267 584	14 952 294	11 858 825	16 957 147	12 508 132	11 475 694	21 596 266	18 770 634	12 139 870	14 543 926	11 817 126	177 469 959
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	330 000	909 000	810 000	850 000	17 800 000	1 450 000	13 738 000	120 000	847 552	3 700 000	816 000	1 185 678	42 556 230
Subvention pour charges de service public	-	-	-	-	17 000 000	750 000	12 328 000	-	170 000	3 000 000	116 000	200 000	33 564 000
Autres financements de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fiscalité affectée	-	80 000	-	-	-	-	60 000	-	-	-	-	-	140 000
Autres financements publics	30 000	100 000	100 000	150 000	200 000	200 000	200 000	50 000	300 000	200 000	200 000	485 678	2 215 678
Recettes propres	300 000	729 000	710 000	700 000	600 000	500 000	1 150 000	70 000	377 552	500 000	500 000	500 000	6 636 552
Recettes budgétaires fléchées	30 000	160 000	190 000	1 300 000	970 000	197 526	720 000	125 000	261 464	380 300	350 000	330 000	5 014 290
Financements de l'Etat fléchés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	60 300	-	-	60 300
Autres financements publics fléchés	-	130 000	110 000	1 100 000	900 000	142 526	700 000	45 000	180 000	270 000	300 000	300 000	4 177 526
Recettes propres fléchées	30 000	30 000	80 000	200 000	70 000	55 000	20 000	80 000	81 464	50 000	50 000	30 000	776 464
Opérations non budgétaires	3 043	1 550	5 864	5 390	664	- 1 334	- 6 430	26 100	143 801	14 527	3 009	2 509	198 693
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	250	- 250	- 0
Dépôts et cautionnements	3 043	1 550	5 864	5 390	664	- 1 334	- 6 430	26 100	143 801	14 527	2 759	2 759	198 693
Opérations gérées en comptes de tiers :	9 181 832	57 638	358 129	7 252 790	- 15 753 294	- 289 230	233 332	978 782	- 465 299	332 059	266 321	2 070 729	4 223 788
TVA encaissée	-	26 273	25 012	104 584	21 498	37 025	10 362	22 153	8 941	19 960	20 057	1 200 000	1 495 865
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	1 500	- 51 730	-	-	1 155	-	-	16 310	322 201	208 129	-	727 587	1 225 152
Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	9 180 332	83 095	333 117	7 148 206	- 15 775 947	- 326 255	222 971	940 319	- 796 441	103 969	246 264	143 142	1 502 772
A. TOTAL	9 544 876	1 128 188	1 363 993	9 408 180	3 017 370	1 356 961	14 684 903	1 249 882	787 517	4 426 885	1 435 330	3 588 916	51 993 001
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	3 337 452	3 884 774	3 855 931	3 718 782	3 795 011	3 412 943	3 711 149	3 640 506	3 765 037	3 712 209	3 432 250	3 221 702	43 487 745
Personnel	2 757 452	2 920 774	2 905 931	2 853 782	2 920 011	2 812 943	2 881 149	3 455 506	2 665 037	2 762 209	2 932 250	2 773 527	34 640 570
Fonctionnement	500 000	929 000	800 000	800 000	750 000	500 000	700 000	150 000	1 000 000	800 000	400 000	398 370	7 727 370
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissement	80 000	35 000	150 000	65 000	125 000	100 000	130 000	35 000	100 000	150 000	100 000	49 805	1 119 805
Dépenses liées à des recettes fléchées	383 300	418 300	513 300	463 300	523 300	2 003 300	623 300	393 300	603 300	853 300	683 300	655 934	8 117 234
Personnel	353 300	353 300	353 300	353 300	353 300	353 300	353 300	353 300	353 300	353 300	353 300	353 906	4 240 206
Fonctionnement	20 000	50 000	60 000	70 000	90 000	150 000	100 000	40 000	100 000	150 000	150 000	153 003	1 133 003
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissement	10 000	15 000	100 000	40 000	80 000	1 500 000	170 000	-	150 000	350 000	180 000	149 024	2 744 024
Opérations non budgétaires	18 203	9 409	22 363	14 390	7 864	19 026	57 619	450	22 771	6 173	7 149	13 276	198 693
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	18 203	9 409	22 363	14 390	7 864	19 026	57 619	450	22 771	6 173	7 149	13 276	198 693
Opérations gérées en compte de tiers :	120 798	130 994	65 868	113 386	3 140 210	- 3 045 870	172 263	41 258	3 027 174	- 2 548 853	39 431	80 400	1 337 060
TVA décaissée	60 068	29 308	62 541	27 396	52 660	52 890	76 162	5 326	15 787	44 200	9 031	50 000	485 370
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	52 582	68 549	33 566	21 827	11 194	23 635	63 111	-	64 537	315 232	9 924	9 924	674 081
Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	8 148	33 137	- 30 240	64 164	3 076 357	- 3 122 395	32 990	35 932	2 946 850	- 2 908 286	20 476	20 476	177 609
B. TOTAL	3 859 753	4 443 477	4 457 462	4 309 858	7 466 385	2 389 399	4 564 331	4 075 514	7 418 281	2 022 828	4 162 130	3 971 312	53 140 732
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	5 685 123	- 3 315 289	- 3 093 469	5 098 322	- 4 449 015	- 1 032 438	10 120 571	- 2 825 632	- 6 630 764	2 404 057	- 2 726 801	- 382 396	- 1 147 731
SOLDE CUMULE (1) + (2)	18 267 584	14 952 294	11 858 825	16 957 147	12 508 132	11 475 694	21 596 266	18 770 634	12 139 870	14 543 926	11 817 126	11 434 730	

Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

Tableau 8 -
Opérations liées aux recettes fléchées - Budget initial 2026

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**7 238 721**	**- 3 102 945**	**- 2 190 995**	**- 418 893**
Recettes fléchées (b)	**17 990 697**	**5 014 290**	**3 940 458**	**2 043 262**	**520 840**
Financements de l'État fléchés	1 244 500	60 300	-	-	-
Autres financements publics fléchés	13 079 123	4 177 526	3 429 415	1 936 445	520 840
Recettes propres fléchées	3 667 074	776 464	511 043	106 817	-
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**10 751 976**	**8 117 234**	**6 131 453**	**2 462 155**	**267 104**
Personnel	**7 587 963**	**4 240 206**	**2 520 907**	**1 080 527**	**1 500**
AE=CP	7 587 963	4 240 206	2 520 907	1 080 527	1 500
Fonctionnement et intervention	**1 844 580**	**1 133 003**	**1 151 089**	**1 296 728**	**265 604**
AE	1 984 104	1 120 339	1 152 960	1 305 674	265 604
CP	1 844 580	1 133 003	1 151 089	1 296 728	265 604
Investissement	**1 319 432**	**2 744 024**	**2 459 457**	**84 900**	**-**
AE	2 055 316	4 244 024	500 024	84 900	-
CP	1 319 432	2 744 024	2 459 457	84 900	-
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**7 238 721**	**- 3 102 945**	**- 2 190 995**	**- 418 893**	**253 735**

(1)

(1) *repris au tableau "Équilibre financier" en (a) (tableau 4)*

Tableau 9 -

Tableau des opérations pluriannuelles - Budget initial 2026

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT | **Détail des Opérations dans l'onglet "Annexe TB9" ci-après**

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)<=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
Op. 1				-		-			-		-	-	-
Op. 2				-		-			-		-	-	-
Op. 3				-		-			-		-	-	-
total contrats de recherche	18 784 850	9 686 685	8 384 965	1 301 720	2 923 725	4 225 445	8 215 759	8 215 759	-	4 233 784	4 233 784	6 174 440	160 867
Op. 1									-		-	-	-
Op. 2				-		-			-		-	-	-
Op. 3				-		-			-		-	-	-
total contrats de formation continue	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Op. 1				-		-			-		-	-	-
Op. 2				-		-			-		-	-	-
Op. 3				-		-			-		-	-	-
Total contrats d'enseignement	5 446 505	2 211 773	1 952 890	258 882	1 326 244	1 585 127	1 932 125	1 932 125	-	1 590 450	1 590 450	1 908 488	15 442
Op. 1				-		-			-		-	-	-
Op. 2				-		-			-		-	-	-
Op. 3				-		-			-		-	-	-
Total programmes pluriannuels d'investissement	5 745 818	1 562 047	1 508 756	53 291	3 740 709	3 794 000	823 320	823 320	-	2 294 000	2 294 000	443 062	2 185 436
Total	**29 977 173**	**13 460 505**	**11 846 611**	**1 613 894**	**7 990 678**	**9 604 572**	**10 971 203**	**10 971 203**	**-**	**8 118 234**	**8 118 234**	**8 525 990**	**2 361 745**
pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :													
Ss total personnel	16 288 884	8 445 743	7 587 963	857 780	3 382 427	4 240 207	7 587 963	7 587 963	-	4 240 206	4 240 206	4 460 714	1
Ss total fonctionnement et intervention	6 377 161	2 532 583	2 002 713	529 869,62	590 470	1 120 340	1 863 189	1 863 189	-	1 134 003	1 134 003	3 254 108	125 860
Ss total investissement	7 311 128	2 482 179	2 255 934	226 245	4 017 780	4 244 025	1 520 051	1 520 051	-	2 744 024	2 744 024	811 169	2 235 884

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
Op. 1			-			-
Op. 2			-			-
Op. 3			-			-
total contrats de recherche	21 059 569	-	21 059 569	13 191 456	3 234 783	4 633 330
Op. 1			-			-
Op. 2			-			-
Op. 3			-			-
total contrats de formation continue	-	-	-	-	-	-
Op. 1			-			-
Op. 2			-			-
Op. 3			-			-
Total contrats d'enseignement	5 577 266	-	5 577 266	3 954 098	994 006	629 162
Op. 1			-			-
Op. 2			-			-
Op. 3			-			-
Total programmes pluriannuels d'investissement	5 711 692	-	5 711 692	2 509 192	785 500	2 417 000
Total	**32 348 527**	**-**	**32 348 527**	**19 654 746**	**5 014 290**	**7 679 492**
Différence Dépenses - Recettes	**2 371 354**					

Annexe au TB9 : liste des Opérations pluriannuelles

DEPENSES		Données					
Type	N° OPE	Somme de AE ouvertes < N	Somme de AE consommées < N	Somme de TOTAL des AE ouvertes en N	Somme de CP ouverts < N	Somme de CP consommés < N	Somme de TOTAL des CP ouverts en N
Contrat de recherche	2016-0045	724 116,88	664 572,55	109 853,66	662 305,92	662 305,92	109 853,66
Contrat de recherche	2020-0043	81 439,02	56 417,09	64 357,45	54 714,04	54 714,04	64 357,45
Contrat de recherche	2020-0063	145 508,46	139 163,09	912,01	138 074,05	138 074,05	912,01
Contrat de recherche	2021-0004	131 723,38	119 709,62	-	119 709,62	119 709,62	-
Contrat de recherche	2021-0041	147 916,25	121 923,31	49 244,65	114 073,13	114 073,13	49 244,65
Contrat de recherche	2021-0044	109 579,20	80 508,78	14 758,20	80 468,78	80 468,78	17 088,27
Contrat de recherche	2021-0045	21 392,28	17 411,77	-	17 377,24	17 377,24	-
Contrat de recherche	2021-0047	57 403,37	55 997,08	-	55 997,08	55 997,08	-
Contrat de recherche	2021-0062	111 575,00	103 133,96	-	103 113,96	103 113,96	-
Contrat de recherche	2021-0064	183 437,77	173 350,80	-	173 026,00	173 026,00	-
Contrat de recherche	2021-0069	237 227,43	196 540,34	81 328,12	195 486,34	195 486,34	80 795,07
Contrat de recherche	2021-0070	194 483,37	186 197,27	14 678,40	181 756,05	181 756,05	14 678,40
Contrat de recherche	2021-0080	17 122,94	16 843,02	-	16 843,02	16 843,02	-
Contrat de recherche	2021-0081	430 944,90	412 941,82	14 298,73	412 941,82	412 941,82	14 298,73
Contrat de recherche	2021-0085	192 560,37	169 668,51	35 000,00	169 486,51	169 486,51	33 699,20
Contrat de recherche	2022-0021	485 683,18	467 905,95	15 960,00	467 905,95	467 905,95	15 960,00
Contrat de recherche	2022-0028	845 555,83	790 620,83	31 037,95	784 824,10	784 824,10	31 037,96
Contrat de recherche	2022-0039	160 944,73	120 781,46	65 670,56	117 481,46	117 481,46	65 870,93
Contrat de recherche	2022-0041	110 266,61	106 582,72	-	106 582,72	106 582,72	-
Contrat de recherche	2022-0045	81 203,43	70 944,45	10 597,31	64 240,41	64 240,41	10 597,31
Contrat de recherche	2022-0052	42 300,00	34 465,86	56 000,00	31 162,93	31 162,93	56 000,00
Contrat de recherche	2022-0053	111 539,19	70 430,55	21 885,88	66 044,60	66 044,60	22 011,50
Contrat de recherche	2022-0063	24 646,82	13 115,52	1 784,88	12 921,25	12 921,25	1 784,88
Contrat de recherche	2022-0064	73 629,75	68 521,69	-	68 521,69	68 521,69	-
Contrat de recherche	2022-0065	55 840,72	52 499,97	-	52 499,97	52 499,97	-
Contrat de recherche	2022-0069	52 744,06	52 499,72	-	52 499,72	52 499,72	-
Contrat de recherche	2022-0070	16 700,00	9 460,19	15 155,82	6 855,86	6 855,86	15 155,82
Contrat de recherche	2022-0075	152 733,15	132 149,32	97 785,19	131 926,82	131 926,82	97 785,19
Contrat de recherche	2022-0077	138 841,78	134 660,99	-	134 027,47	134 027,47	-
Contrat de recherche	2022-0079	243 685,06	222 888,28	87 359,76	217 797,02	217 797,02	87 359,76
Contrat de recherche	2022-0081	44 873,09	44 150,23	49,77	44 150,23	44 150,23	49,77
Contrat de recherche	2023-0009	55 080,00	55 079,85	-	55 079,85	55 079,85	-
Contrat de recherche	2023-0012	65 232,00	65 231,68	-	65 231,68	65 231,68	-
Contrat de recherche	2023-0015	132 700,00	111 582,47	72 096,01	108 731,04	108 731,04	72 096,01
Contrat de recherche	2023-0016	102 539,95	94 232,52	52 700,00	94 217,35	94 217,35	52 700,00
Contrat de recherche	2023-0024	30 470,00	22 592,74	9 000,00	22 010,98	22 010,98	9 000,00
Contrat de recherche	2023-0025	8 257,00	1 034,33	22 943,00	100,00	100,00	22 943,00
Contrat de recherche	2023-0026	64 306,74	60 000,00	-	59 999,99	59 999,99	-
Contrat de recherche	2023-0027	13 034,38	13 000,00	-	13 000,00	13 000,00	-
Contrat de recherche	2023-0029	207 100,00	200 408,10	3 738,19	200 408,10	200 408,10	3 738,19
Contrat de recherche	2023-0031	20 948,92	19 192,37	-	18 431,17	18 431,17	-
Contrat de recherche	2023-0033	59 465,08	53 442,13	56 856,54	53 442,13	53 442,13	52 585,62
Contrat de recherche	2023-0037	96 403,27	62 744,79	-	62 226,37	62 226,37	-
Contrat de recherche	2023-0038	44 609,18	30 772,53	25 639,26	30 772,53	30 772,53	25 639,26
Contrat de recherche	2023-0039	54 242,04	48 198,71	3 381,15	48 198,71	48 198,71	3 381,15
Contrat de recherche	2023-0045	100 701,00	84 099,96	93 000,00	84 035,16	84 035,16	93 000,00
Contrat de recherche	2023-0046	17 622,36	14 984,14	32 000,00	14 984,14	14 984,14	32 000,00
Contrat de recherche	2023-0047	90 860,73	72 672,05	51 530,00	70 481,20	70 481,20	51 530,00
Contrat de recherche	2023-0048	-	-	5 000,00	-	-	5 000,00
Contrat de recherche	2023-0049	314 365,77	256 862,27	285 000,00	256 788,65	256 788,65	285 000,00
Contrat de recherche	2023-0052	55 452,75	46 746,87	54 260,00	46 746,87	46 746,87	54 260,00
Contrat de recherche	2023-0058	9 600,95	9 000,00	1 000,00	8 899,39	8 899,39	1 000,00
Contrat de recherche	2023-0059	58 150,00	44 402,90	63 800,00	41 616,96	41 616,96	63 800,00
Contrat de recherche	2023-0061	96 263,00	76 191,26	54 780,00	76 084,36	76 084,36	54 780,00
Contrat de recherche	2023-0062	65 282,88	50 542,73	34 641,99	49 948,73	49 948,73	35 241,99
Contrat de recherche	2023-0064	-	-	24 000,00	-	-	24 000,00
Contrat de recherche	2023-0065	52 997,00	46 038,30	49 025,00	44 463,30	44 463,30	50 157,20
Contrat de recherche	2023-0066	41 550,00	37 177,41	14 854,56	37 177,41	37 177,41	14 854,56
Contrat de recherche	2023-0067	96 601,78	86 446,75	42 019,46	86 446,75	86 446,75	42 019,46
Contrat de recherche	2023-0068	40 915,00	37 225,57	15 177,63	37 225,57	37 225,57	15 177,63
Contrat de recherche	2023-0069	43 255,00	36 538,93	15 222,57	36 538,93	36 538,93	15 222,57
Contrat de recherche	2023-0071	404 082,40	346 820,45	110 878,00	345 119,29	345 119,29	110 878,00
Contrat de recherche	2023-0072	49 880,02	41 127,12	96 545,00	41 127,12	41 127,12	96 545,00
Contrat de recherche	2023-0073	43 623,45	39 250,42	24 410,00	39 250,42	39 250,42	24 410,00
Contrat de recherche	2023-0077	11 475,00	11 461,40	1 275,00	9 693,11	9 693,11	1 275,00
Contrat de recherche	2023-0078	19 785,00	11 237,86	14 215,00	11 237,86	11 237,86	19 712,65
Contrat de recherche	2023-0079	34 500,00	30 863,96	21 202,12	30 863,96	30 863,96	21 202,12
Contrat de recherche	2023-0080	140 383,93	103 400,67	31 126,08	94 717,87	94 717,87	31 369,47
Contrat de recherche	2023-0081	46 232,93	41 157,76	24 915,28	25 880,29	25 880,29	24 915,28
Contrat de recherche	2023-0082	117 709,82	102 126,82	34 000,00	102 116,56	102 116,56	34 000,00
Contrat de recherche	2023-0083	47 205,00	39 473,02	14 795,00	39 473,02	39 473,02	14 795,00
Contrat de recherche	2023-0084	-	-	36 000,00	-	-	36 000,00
Contrat de recherche	2024-0007	106 059,90	82 863,08	96 250,00	82 494,27	82 494,27	96 250,00
Contrat de recherche	2024-0014	24 630,00	23 206,85	12 361,85	18 170,99	18 170,99	12 361,85
Contrat de recherche	2024-0016	88 610,00	73 457,51	48 658,00	73 194,14	73 194,14	48 658,00
Contrat de recherche	2024-0017	76 044,90	65 446,67	61 000,00	55 548,00	55 548,00	60 999,99
Contrat de recherche	2024-0018	58 000,00	47 930,32	64 700,00	47 910,32	47 910,32	64 700,00
Contrat de recherche	2024-0022	-	-	36 000,00	-	-	36 000,00
Contrat de recherche	2024-0024	-	-	-	-	-	-
Contrat de recherche	2024-0027	19 424,71	9 994,25	54 000,00	2 489,36	2 489,36	54 000,00
Contrat de recherche	2024-0028	12 491,80	10 488,31	12 658,20	5 411,50	5 411,50	12 658,20
Contrat de recherche	2024-0035	1 000,00	-	5 000,00	-	-	5 000,00
Contrat de recherche	2024-0036	40 000,00	39 902,70	-	12 662,70	12 662,70	-
Contrat de recherche	2024-0037	2 000,00	605,81	51 700,00	605,81	605,81	51 700,00
Contrat de recherche	2024-0038	2 850,00	419,00	4 650,00	-	-	4 650,00
Contrat de recherche	2024-0043	121 950,56	112 425,30	20 497,00	111 274,90	111 274,90	20 497,00
Contrat de recherche	2024-0046	80 000,00	80 000,00	-	80 000,00	80 000,00	-
Contrat de recherche	2024-0048	45 000,00	41 408,72	-	41 408,72	41 408,72	-
Contrat de recherche	2024-0049	31 142,37	17 597,74	126 000,00	16 649,59	16 649,59	126 000,00
Contrat de recherche	2024-0051	6 000,00	3 022,25	8 885,00	1 115,00	1 115,00	10 000,00
Contrat de recherche	2024-0054	15 950,00	2 299,71	70 000,00	-	-	70 000,00
Contrat de recherche	2024-0056	7 000,00	1 271,87	85 000,00	915,87	915,87	85 000,00
Contrat de recherche	2024-0057	23 100,00	19 382,71	20 000,00	19 382,71	19 382,71	20 000,00
Contrat de recherche	2024-0058	19 200,00	13 840,57	20 000,00	13 840,57	13 840,57	20 000,00
Contrat de recherche	2024-0060	25 000,00	21 350,31	20 000,00	21 350,31	21 350,31	20 000,00
Contrat de recherche	2024-0061	5 800,00	2 533,63	43 060,00	2 280,79	2 280,79	43 060,00
Contrat de recherche	2024-0063	23 100,00	19 383,14	20 000,00	19 383,14	19 383,14	20 000,00
Contrat de recherche	2024-0064	49 368,66	37 749,90	60 700,00	36 591,42	36 591,42	60 700,00
Contrat de recherche	2024-0069	27 647,39	13 906,48	6 400,05	13 810,97	13 810,97	6 400,05
Contrat de recherche	2024-0070	-	-	-	-	-	-
Contrat de recherche	2024-0071	4 000,00	1 459,00	70 000,00	881,61	881,61	70 000,00
Contrat de recherche	2024-0075	11 600,00	-	69 000,00	-	-	69 000,00
Contrat de recherche	2024-0076	3 000,00	1 622,22	5 000,00	1 602,22	1 602,22	4 000,00
Contrat de recherche	2024-0077	3 550,20	3 550,20	14 125,80	3 550,20	3 550,20	14 125,80
Contrat de recherche	2025-0009	18 010,00	9 007,36	42 740,00	9 007,36	9 007,36	42 740,00
Contrat de recherche	2025-0010	6 171,00	-	41 950,00	-	-	41 950,00
Contrat de recherche	2025-0020	18 880,00	18 492,49	-	17 401,11	17 401,11	-
Contrat de recherche	2025-0021	58 500,00	46 178,98	130 000,00	46 178,98	46 178,98	130 000,00

Contrat de recherche	2025-0024	1 106,44	1 101,70	13 000,00	1 101,70	1 101,70	13 000,00
Contrat de recherche	2025-0029	13 486,00	5 085,15	54 751,00	5 085,15	5 085,15	57 951,00
Contrat de recherche	2025-0030	31 000,00	20 302,24	32 500,00	20 302,24	20 302,24	32 500,00
Contrat de recherche	2025-0033	10 757,00	6 683,82	41 330,00	739,82	739,82	41 330,00
Contrat de recherche	2025-0034	-	-	1 600,00	-	-	1 600,00
Contrat de recherche	2025-0035	-	-	30 000,00	-	-	30 000,00
Contrat de recherche	2025-0036	2 000,00	-	18 000,00	-	-	18 000,00
Contrat de recherche	2025-0037	4 804,90	4 711,25	2 195,10	4 498,00	4 498,00	2 195,10
Contrat de recherche	2025-0039	33 000,00	22 437,76	26 560,01	22 437,76	22 437,76	26 560,01
Contrat de recherche	2025-0041	16 971,00	4 952,80	46 600,00	4 952,80	4 952,80	46 600,00
Contrat de recherche	2025-0046	15 000,00	14 868,87	10 000,00	14 154,25	14 154,25	10 000,00
Contrat de recherche	2025-0050	-	-	-	-	-	-
Contrat de recherche	2025-0051	1 766,10	1 766,10	-	1 766,10	1 766,10	-
Contrat de recherche	2025-0052	35 555,00	24 581,88	19 445,00	24 581,88	24 581,88	19 445,00
Contrat de recherche	2025-0053	17 800,00	6 135,94	47 200,00	5 753,67	5 753,67	47 200,00
Contrat de recherche	2025-0055	2 060,00	-	14 000,00	-	-	14 000,00
Contrat de recherche	2025-0056	12 500,00	6 192,56	40 000,00	6 192,56	6 192,56	40 000,00
Contrat de recherche	2025-0059	18 594,91	7 424,19	21 405,09	7 424,19	7 424,19	21 405,09
Contrat de recherche	2025-0062	11 000,00	11 000,00	-	11 000,00	11 000,00	-
Contrat de recherche	2025-0063	7 500,00	5 505,83	9 000,00	1 073,84	1 073,84	9 000,00
Contrat de recherche	2025-0081	-	-	10 000,00	-	-	10 000,00
Contrat de recherche	2025-0082	500,00	-	6 702,22	-	-	6 702,22
Contrat de recherche	2025-0084	-	-	62 075,00	-	-	62 075,00
Contrat de recherche	2025-0085	10 000,00	-	40 000,00	-	-	40 000,00
Contrat de recherche	2025-0086	9 500,00	-	40 000,00	-	-	40 000,00
Contrat de recherche	2025-0088	3 200,00	-	20 000,00	-	-	20 000,00
Contrat de recherche	2025-0089	-	-	20 000,00	-	-	20 000,00
Contrat de recherche	2025-0092	12 000,00	12 000,00	-	12 000,00	12 000,00	-
Contrat de recherche	2025-0094	-	-	-	-	-	-
Contrat de recherche	2025-0098	1 000,00	-	-	-	-	1 000,00
Contrat de recherche	2025-0100	-	-	-	-	-	-
Contrat de recherche	2025-0101	-	-	-	-	-	-
Contrat de recherche	2025-0103	-	-	-	-	-	-
Total Contrat de recherche		**9 686 685,19**	**8 384 964,75**	**4 225 444,50**	**8 215 759,10**	**8 215 759,10**	**4 233 784,03**
Contrat d'enseignement	2013-0074	-	-	-	-	-	-
Contrat d'enseignement	2019-0039	513 030,05	460 429,27	238 196,00	452 569,27	452 569,27	243 521,00
Contrat d'enseignement	2022-0033	227 130,17	198 853,14	169 763,41	196 125,20	196 125,20	169 763,41
Contrat d'enseignement	2023-0040	1 105 292,64	1 000 705,58	564 811,25	993 966,78	993 966,78	564 811,25
Contrat d'enseignement	2023-0063	343 361,00	275 628,79	588 188,00	272 189,75	272 189,75	588 188,00
Contrat d'enseignement	2024-0059	22 958,84	17 273,69	-	17 273,69	17 273,69	-
Contrat d'enseignement	2024-0072	-	-	24 166,67	-	-	24 166,67
Total Contrat d'enseignement		**2 211 772,70**	**1 952 890,47**	**1 585 125,33**	**1 932 124,69**	**1 932 124,69**	**1 590 450,33**
Opération d'investissement	2021-0077	276 000,00	275 775,67	-	274 828,70	274 828,70	-
Opération d'investissement	2021-0079	181 000,00	175 887,65	-	175 887,65	175 887,65	-
Opération d'investissement	2023-0043	196 000,00	196 000,00	-	196 000,00	196 000,00	-
Opération d'investissement	2023-0070	639 047,07	592 352,83	3 000 000,00	84 937,77	84 937,77	1 500 000,00
Opération d'investissement	2024-0052	60 000,00	60 000,00	-	60 000,00	60 000,00	-
Opération d'investissement	2024-0053	210 000,00	208 739,54	-	31 665,54	31 665,54	-
Opération d'investissement	2025-0066	-	-	147 000,00	-	-	147 000,00
Opération d'investissement	2025-0067	-	-	322 000,00	-	-	322 000,00
Opération d'investissement	2025-0068	-	-	225 000,00	-	-	225 000,00
Opération d'investissement	2025-0069	-	-	100 000,00	-	-	100 000,00
Total Opération d'investissement		**1 562 047,07**	**1 508 755,69**	**3 794 000,00**	**823 319,66**	**823 319,66**	**2 294 000,00**
Total général		13 460 504,96	11 846 610,91	9 604 569,83	10 971 203,45	10 971 203,45	8 118 234,36

RECETTES		Données		
Type	N° OPE	Encaissements réalisés < N	Encaissements prévus en N	Somme de reste à encaisser > 2026
Contrat de recherche	2016-0045	859 139,00	45 000,00	195 000,00
	2020-0043	199 310,57	-	-
	2020-0063	138 024,00	15 336,00	-
	2021-0004	61 212,00	61 212,00	-
	2021-0041	226 500,00	-	48 000,00
	2021-0044	101 603,50	-	-
	2021-0045	9 181,80	-	-
	2021-0047	28 565,60	28 565,60	-
	2021-0062	122 708,00	30 676,00	-
	2021-0064	155 456,00	38 864,00	-
	2021-0069	270 945,28	67 736,00	-
	2021-0070	181 189,40	45 297,00	-
	2021-0080	20 000,00	-	-
	2021-0081	403 200,00	100 800,00	-
	2021-0085	231 258,22	48 685,94	146 056,04
	2022-0021	547 946,00	-	12 054,00
	2022-0028	741 271,00	155 030,12	-
	2022-0039	273 471,70	-	-
	2022-0041	55 192,82	55 192,82	-
	2022-0045	78 572,41	22 449,26	11 224,63
	2022-0052	132 500,00	35 000,00	35 000,00
	2022-0053	150 970,00	-	-
	2022-0063	53 175,02	19 250,00	39 575,00
	2022-0064	56 400,00	14 100,00	-
	2022-0065	35 000,00	8 750,00	-
	2022-0069	35 000,00	8 750,00	-
	2022-0070	32 646,30	-	-
	2022-0075	225 244,20	56 310,00	-
	2022-0077	77 613,99	57 206,01	-
	2022-0079	415 348,00	46 149,14	-
	2022-0081	52 000,00	-	-
	2023-0009	53 820,27	-	-
	2023-0012	32 616,00	32 616,00	-
	2023-0015	200 000,00	-	-
	2023-0016	200 000,00	-	-
	2023-0024	45 000,00	-	-
	2023-0025	32 500,00	-	-
	2023-0026	60 000,00	-	-
	2023-0027	13 000,00	-	-
	2023-0029	211 754,88	-	-
	2023-0031	48 000,00	-	-
	2023-0033	139 543,33	-	-
	2023-0037	66 600,00	24 790,00	-
	2023-0038	71 764,74	-	-
	2023-0039	67 125,06	-	-
	2023-0045	176 515,11	58 838,37	91 526,52
	2023-0046	72 525,00	24 177,50	24 175,00
	2023-0047	108 000,00	36 004,98	36 000,00
	2023-0048	4 000,00	1 000,00	-
	2023-0049	1 199 850,00	-	799 900,00
	2023-0052	109 530,00	36 514,54	36 510,00
	2023-0058	9 000,00	-	-
	2023-0059	100 446,00	33 484,50	33 482,00

	2023-0061	65 673,00	10 293,00	118 974,00
	2023-0062	91 105,50	10 122,90	-
	2023-0064	19 500,00	6 500,00	13 000,00
	2023-0065	99 315,00	33 105,00	33 105,00
	2023-0066	18 500,00	9 250,00	27 750,00
	2023-0067	230 000,00	90 000,00	42 973,00
	2023-0068	18 500,00	9 250,00	27 750,00
	2023-0069	18 500,00	9 250,00	27 750,00
	2023-0071	444 720,00	133 659,60	66 829,80
	2023-0072	124 623,00	41 541,00	41 541,00
	2023-0073	45 300,00	15 100,00	15 100,00
	2023-0077	15 000,00	-	-
	2023-0078	45 000,00	-	-
	2023-0079	18 500,00	9 250,00	27 750,00
	2023-0080	50 255,70	117 263,30	-
	2023-0081	68 000,00	29 000,00	-
	2023-0082	104 080,00	96 990,00	-
	2023-0083	31 000,00	-	31 000,00
	2023-0084	45 000,00	-	-
	2024-0007	174 414,00	58 138,03	58 138,00
	2024-0014	45 000,00	-	-
	2024-0016	66 149,94	33 075,00	194 775,00
	2024-0017	107 931,00	35 978,15	35 977,00
	2024-0018	92 610,00	46 305,00	46 305,00
	2024-0022	36 000,00	12 000,00	-
	2024-0024	-	-	48 240,00
	2024-0027	41 000,70	41 000,70	145 780,20
	2024-0028	21 600,00	10 800,00	27 600,00
	2024-0035	30 000,00	25 000,00	35 000,00
	2024-0036	32 000,00	8 000,00	-
	2024-0037	-	19 845,00	156 555,00
	2024-0038	2 000,00	1 000,00	6 000,00
	2024-0043	42 562,80	99 313,20	-
	2024-0046	48 074,00	17 126,00	14 800,00
	2024-0048	45 000,00	-	-
	2024-0049	117 132,00	58 566,00	117 132,00
	2024-0051	12 617,73	5 407,60	-
	2024-0054	96 928,00	48 464,00	96 930,50
	2024-0056	102 604,00	51 302,00	102 604,00
	2024-0057	20 000,00	20 000,00	20 000,00
	2024-0058	20 000,00	20 000,00	20 000,00
	2024-0060	20 000,00	20 000,00	20 000,00
	2024-0061	30 000,00	20 000,00	10 000,00
	2024-0063	26 000,00	19 500,00	13 000,00
	2024-0064	35 845,00	35 845,00	71 690,00
	2024-0069	35 059,30	-	7 500,00
	2024-0070	9 750,00	13 000,00	16 300,00
	2024-0071	100 000,00	50 000,00	42 308,00
	2024-0075	82 174,00	41 087,00	82 174,00
	2024-0076	4 000,00	4 000,00	4 000,00
	2024-0077	15 600,00	11 700,00	11 700,00
	2025-0009	30 375,00	-	30 375,00
	2025-0010	-	-	83 826,00
	2025-0020	23 600,00	-	50 000,00
	2025-0021	128 028,00	151 960,00	232 122,00
	2025-0024	10 000,00	10 000,00	10 000,00
	2025-0029	34 405,00	39 157,00	16 438,00
	2025-0030	30 000,00	30 000,00	30 000,00
	2025-0033	65 830,00	32 915,00	65 830,00
	2025-0034	-	-	2 000,00
	2025-0035	30 000,00	-	-
	2025-0036	31 500,00	13 500,00	-
	2025-0037	7 000,00	-	-
	2025-0039	62 041,67	-	12 408,33
	2025-0041	48 104,00	40 088,06	72 155,00
	2025-0046	200 000,00	-	-
	2025-0050	34 000,00	-	6 000,00
	2025-0051	1 907,38	-	-
	2025-0052	55 000,00	-	-
	2025-0053	45 500,00	19 500,00	-
	2025-0055	27 942,00	-	-
	2025-0056	69 660,00	-	139 320,00
	2025-0059	40 000,00	-	-
	2025-0062	7 700,00	3 300,00	-
	2025-0063	13 000,00	13 000,00	13 000,00
	2025-0081	-	40 000,00	60 000,00
	2025-0082	9 002,78	-	50 000,00
	2025-0084	-	33 750,00	78 750,00
	2025-0085	45 000,00	45 000,00	40 000,00
	2025-0086	45 000,00	45 000,00	42 500,00
	2025-0088	20 000,00	20 000,00	20 000,00
	2025-0089	20 000,00	20 000,00	40 000,00
	2025-0092	-	-	12 000,00
	2025-0094	-	12 000,00	23 120,98
	2025-0098	-	-	30 000,00
	2025-0100	-	-	39 000,00
	2025-0101	-	10 800,00	25 200,00
	2025-0103	-	-	22 750,00
Total Contrat de recherche		**13 191 455,70**	**3 234 783,32**	**4 633 330,00**
Contrat d'enseignement	2013-0074	-	-	-
	2019-0039	807 168,00	100 896,00	213 003,00
	2022-0033	267 711,10	-	-
	2023-0040	1 964 999,00	-	218 334,00
	2023-0063	890 210,20	890 210,20	197 824,60
	2024-0059	8 785,00	-	-
	2024-0072	15 224,99	2 900,02	-
Total Contrat d'enseignement		**3 954 098,29**	**994 006,22**	**629 161,60**
Opération d'investissement	2021-0077	275 745,37	-	-
	2021-0079	175 946,71	-	-
	2023-0043	66 400,00	129 600,00	-
	2023-0070	1 493 000,00	425 000,00	2 082 000,00
	2024-0052	20 000,00	40 000,00	-
	2024-0053	95 400,00	114 600,00	-
	2025-0066	69 300,00	7 700,00	70 000,00
	2025-0067	143 800,00	38 200,00	140 000,00
	2025-0068	79 600,00	20 400,00	125 000,00
	2025-0069	90 000,00	10 000,00	-
Total Opération d'investissement		**2 509 192,08**	**785 500,00**	**2 417 000,00**
Total général		19 654 746,07	5 014 289,54	7 679 491,60

Tableau 10 -

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation - Budget initial 2026

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

		Prévision pluriannuelle	Prévision N (BI + BR)										Prévision N+1 et suivantes					
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
		(1)	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) -(8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement	5 745 818	1 562 047	1 508 756	53 291	3 740 709	3 794 000	823 320	823 320	0	2 294 000	2 294 000	389 771	2 301 889	0	0	0	0
Total Dépenses d'investissement.1		**5 745 818**	**1 562 047**	**1 508 756**	**53 291**	**3 740 709**	**3 794 000**	**823 320**	**823 320**	**0**	**2 294 000**	**2 294 000**	**389 771**	**2 301 889**	**0**	**0**	**0**	**0**
Contrats de recherche	Personnel	12 214 981	6 679 430	6 005 863	673 567	2 414 441	3 088 008	6 005 863	6 005 863	0	3 088 008	3 088 008	1 796 907	1 796 907	650 635	650 635	0	0
	Fonctionnement et intervention	5 304 626	2 232 020	1 751 639	480 381	359 202	839 583	1 632 880	1 632 880	0	847 922	847 922	968 464	1 022 891	1 205 268	1 195 804	59 293	59 293
	Investissement	1 265 243	775 236	627 464	147 772	150 082	297 854	577 016	577 016	0	297 854	297 854	107 253	170 372	84 900	84 900	0	0
Total contrat de recherche.2		**18 784 850**	**9 686 685**	**8 384 965**	**1 301 720**	**2 923 725**	**4 225 445**	**8 215 759**	**8 215 759**	**0**	**4 233 784**	**4 233 784**	**2 872 624**	**2 990 170**	**1 940 803**	**1 931 340**	**59 293**	**59 293**
Contrat de formation continue	Personnel						0					0						
	Fonctionnement et intervention						0					0						
	Investissement						0					0						
Total contrat de formation continue.3		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Contrat d'enseignement	Personnel	4 073 903	1 766 313	1 582 101	184 212	967 987	1 152 199	1 582 101	1 582 101	0	1 152 199	1 152 199	724 000	724 000	429 891	429 891	1 500	1 500
	Fonctionnement et intervention	1 072 534	300 563	251 075	49 488	231 268	280 757	230 309	230 309	0	286 081	286 081	184 496	181 311	100 407	100 924	206 312	206 312
	Investissement	300 067	144 896	119 715	25 181	126 989	152 171	119 715	119 715	0	152 170	152 170	3 000	29 888	0	0	0	0
Total contrat d'enseignement.4		**5 446 505**	**2 211 773**	**1 952 890**	**258 882**	**1 326 244**	**1 585 127**	**1 932 125**	**1 932 125**	**0**	**1 590 450**	**1 590 450**	**911 496**	**935 199**	**530 298**	**530 815**	**207 812**	**207 812**
	Ss total personnel	16 288 884	**8 445 743**	**7 587 963**	**857 780**	**3 382 427**	**4 240 207**	**7 587 963**	**7 587 963**	**0**	**4 240 206**	**4 240 206**	**2 520 907**	**2 520 907**	**1 080 527**	**1 080 527**	**1 500**	**1 500**
	Ss total fonctionnement et intervention	6 377 161	**2 532 583**	**2 002 713**	**529 870**	**590 470**	**1 120 340**	**1 863 189**	**1 863 189**	**0**	**1 134 003**	**1 134 003**	**1 152 960**	**1 204 202**	**1 305 674**	**1 296 728**	**265 604**	**265 604**
	Ss total investissement	7 311 128	**2 482 179**	**2 255 934**	**226 245**	**4 017 780**	**4 244 025**	**1 520 051**	**1 520 051**	**0**	**2 744 024**	**2 744 024**	**500 024**	**2 502 149**	**84 900**	**84 900**	**0**	**0**
TOTAL		**29 977 173**	**13 460 505**	**11 846 611**	**1 613 894**	**7 990 678**	**9 604 572**	**10 971 203**	**10 971 203**	**0**	**8 118 234**	**8 118 234**	**4 173 891**	**6 227 258**	**2 471 101**	**2 462 155**	**267 104**	**267 104**

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

		Prévision	Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes		
Opération	Nature	Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissement prévus en N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
		(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)
Recettes d'investissement	Financement de l'Etat*	1 275 400	1 215 100	60 300	0	0	0
	Autres financements publics**	4 436 292	1 294 092	725 200	2 417 000	0	0
Total PPI.1		**5 711 692**	**2 509 192**	**785 500**	**2 417 000**	**0**	**0**
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	101 400	101 400	0	0	0	0
	Autres financements publics**	15 650 858	9 447 046	2 458 319	961 519	1 606 004	1 177 970
	Autres financements***	5 307 310	3 643 010	776 464	511 043	106 817	269 976
Total contrat de recherche.2		**21 059 569**	**13 191 456**	**3 234 783**	**1 472 562**	**1 712 821**	**1 447 946**
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat*		0	0	0	0	0
	Autres financements publics**		0	0	0	0	0
	Autres financements***		0	0	0	0	0
Total contrat de formation continue.3		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*	0	0	0	0	0	0
	Autres financements publics**	5 577 266	3 954 098	994 006	629 162		0
	Autres financements***	0	0	0	0	0	0
Total contrat d'enseignement.4		**5 577 266**	**3 954 098**	**994 006**	**629 162**	**0**	**0**
	Ss total financement de l'Etat	**1 376 800**	**1 316 500**	**60 300**	**0**	**0**	**0**
	Ss total autres financements publics	**25 664 416**	**14 695 236**	**4 177 526**	**4 007 681**	**1 606 004**	**1 177 970**
	Ss total autres financements	**5 307 310**	**3 643 010**	**776 464**	**511 043**	**106 817**	**269 976**
TOTAL		**32 348 527**	**19 654 746**	**5 014 290**	**4 518 724**	**1 712 821**	**1 447 946**

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

*** Recettes propres et recettes propres fléchés